



RAPPORT ANNUEL 2006

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE

47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75401 Paris Cedex 08

Téléphone : +33 (0)1 40 17 25 25

Télécopie : +33 (0)1 40 17 24 02

Télex : Lacof 280 585 - Swift : COFIFRPP

Site internet : www.lcf-rothschild.fr

S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 82.739.820 euros

R.C.S. Paris B 572 037 026

Code APE : 651C





L'unanimité écologique des candidats à l'élection présidentielle française, la prise de position très ferme de la Commission européenne sur les émissions de gaz à effet de serre, le changement de cap spectaculaire du Président américain, très proche du lobby pétrolier texan, et bien d'autres symptômes encore, illustrent un phénomène majeur : le vert est à la mode.

Notre famille et notre Groupe furent avant-gardistes ; nous n'avons pas attendu pour nous intéresser à la préservation de la planète – en soutenant la Fondation polaire – et à la communication “verte”, puisque les Gitana, “formules 1 écologiques des mers”, sont indissociables de l'image du Groupe LCF Rothschild. Le talent de Lionel Lemonchois, la compétence de la Gitana Team et les vents favorables nous ont apporté la victoire dans la Route du Rhum : nous nous sentons le droit de dire qu'il faut consommer l'écologie avec modération et pertinence.

Car les excès des “verts” depuis un demi-siècle, et aux quatre coins du monde, desservent la cause écologique. Lorsqu'ils ne sont pas hors sujet, les “verts” commettent tous les contresens. Opposés à l'énergie nucléaire qui reste la seule réponse massive au bouleversement climatique. Et, depuis le “Club de Rome”, préconisant peu ou prou la croissance zéro. Doit-on vraiment interdire la croissance au monde émergent, sous prétexte que notre oasis d'opulence a déjà détraqué le climat ?

Je voudrais faire quelques remarques tranquilles avant que le vacarme de “l'écologie” ne devienne assourdissant. D'abord, si les gouvernements des grands

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
à l'Assemblée des Actionnaires

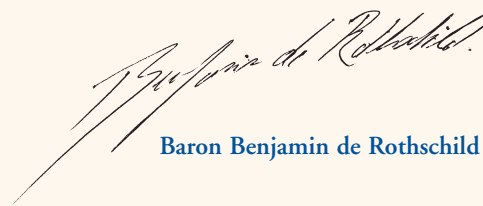
pays ont esquivé le sujet jusqu'ici, malgré les signaux d'alarme lancés par les scientifiques il y a belle lurette, c'est qu'il n'y a pas de réponse simple. Aucun traitement ne produira d'effet correcteur sur le climat avant plusieurs décennies. Toute mesure réglementaire brutale serait gravement destructrice d'activité et donc génératrice de pauvreté. Et s'il est un domaine où la mondialisation s'impose, c'est bien celui de la préservation de la planète : aucun protectionnisme climatique possible, donc pas de vertu isolée. Mais une action planétaire coordonnée, de longue haleine, et nourrie d'une solide réflexion.

Ensuite, et c'est heureux, les dirigeants du monde sont désormais forcés de traiter la menace écologique, puisque l'opinion s'inquiète. Est-ce la succession des tsunamis (sans rapport avec le climat) et des tornades (symptômes du dérèglement) ? Est-ce le film d'Al Gore, ancien Vice-Président de Bill Clinton, qui n'avait pas plus signé le protocole de Kyoto que son successeur ? Est-ce la prise de conscience de la rareté des énergies fossiles (pétrole et gaz) face à l'accélération de la croissance mondiale ? En tout cas, l'opinion mondiale évolue vite et fort. Les gouvernements des démocraties occidentales, qui ont abandonné leurs responsabilités "parentales", ne résisteront pas à la fronde écologique de leurs enfants.

Enfin, il n'existe qu'une réponse valide à la réconciliation de la lutte contre la pauvreté et de l'écologie, c'est l'innovation technique. Claude Allègre, ancien ministre socialiste français, l'explique et l'exprime parfaitement : "Vive l'écologie moteur de la croissance !

A bas l'écologie du déclin !". Aucune autre voie que le progrès scientifique n'est imaginable pour répondre à cet immense défi. Et ce serait bien le moins que nos pays développés s'emparent de ce sujet puisqu'ils sont fortement responsables de la dégradation actuelle, qu'ils ont l'avance technologique nécessaire et qu'ils trouveraient là un grand projet de développement économique, compensatoire de la délocalisation de leurs activités traditionnelles.

Mais si les pays industrialisés ne s'attaquent pas énergiquement à cette forteresse, ils se feront rapidement damer le pion par les puissances émergentes. Parce qu'elles sont bien plus conscientes qu'on ne le dit de la menace écologique résultant de leur croissance à deux chiffres. Parce qu'elles nous ont démontré qu'elles pouvaient contrôler leur démographie, elles nous confirmeront que la prise en compte des questions écologiques est une cause majeure. Elles l'ont déclaré, alors qu'attendons-nous pour innover ?



Baron Benjamin de Rothschild



SOMMAIRE

Lettre du Président du Directoire	7	COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXES	
Organes de Direction	10	Bilan et Hors-bilan consolidés	44
Chiffres-clés	11	Compte de résultat consolidé	45
		Notes annexes aux comptes consolidés	46
Observations du Conseil de Surveillance	12		
Rapport d'activité du Directoire	13	COMPTE SOCIAUX ET ANNEXES	
Organigramme des participations consolidées	24	Bilan et Hors-bilan de la société mère	58
Rapport sur la gestion du Groupe	26	Compte de résultat de la société mère	59
		Notes annexes aux comptes annuels de la société mère	60
Renseignements concernant les filiales et participations	34	Résultats financiers de la société mère au cours des cinq derniers exercices	71
		IMPLANTATIONS	
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES		Banques et sociétés du groupe de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque	72
Rapport sur les comptes consolidés	36	Autres banques et sociétés du Groupe LCF Rothschild	74
Rapport général sur les comptes annuels	37		
Rapport spécial sur les conventions réglementées	38		
Résolutions	42		



C'est au moment où l'aversion au risque semble s'atténuer chez les investisseurs qu'une multiplicité de menaces pèsent sur notre avenir immédiat.

Je laisse de côté le redoutable péril pour la paix du monde que représente la paralysie de la puissance américaine enlisée en Irak face à des tentatives de déstabilisation majeure, comme celle du gouvernement iranien. Lorsqu'il n'existe plus qu'un seul policier capable de maintenir l'ordre sur la planète, et qu'il est tétraplégique, l'heure est grave. Je n'évoque pas non plus la situation de notre propre pays, affaibli par une compétitivité sévèrement dégradée, des finances publiques et sociales déficitaires à la veille du papy-boom, une société déstabilisée dans toutes ses composantes ; et face à ce risque de décrochage de la France, notre opinion nationale subjuguée par le chant des sirènes populistes. Sans parler de la nouvelle vague antilibérale et de son cortège de nationalisations en Russie, au Venezuela ou ailleurs, autres symptômes d'une montée de l'irrationnel contre la logique mondiale. Oublions un moment ces facteurs de risques majeurs, nationaux et internationaux, puisque nos marchés financiers ont choisi, comme les Français, de les oublier.

Il reste que l'économie et la finance mondiales se propulsent à très grande vitesse dans un décor parfaitement inédit où la prospective ne trouve plus aucun repère dans le passé. Inédite, l'émergence fulgurante d'un grand tiers de la population du globe dans l'économie moderne. Inédits, l'inondation de liquidités générée par les grands argentiers de la planète et le déficit extérieur américain pour conjurer la dépression et la

LETTRE DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
à l'Assemblée des Actionnaires

déflation mondiales. Inédit, le niveau d'endettement des pays, des Etats, des ménages américains, compensé de moins en moins par les robustes bilans des entreprises qui reprennent goût au crédit. Inédit, ce jeu de barbiottes interdisant l'effondrement du dollar puisque l'Asie et l'OPEP en détiennent plus de 2 000 milliards. Inédits, cette hausse des prix contenue et ces taux d'intérêt encore historiquement bas, malgré une croissance mondiale à 5 %, avec une énergie et des matières premières s'arrachant à... prix d'or. Et pour tout dire, en un mot, absolument inédite la mondialisation.

Car on ne peut rien comprendre à l'économie et la finance, rien prévoir, et rien gouverner, ni une entreprise, ni une banque, ni une nation, si l'on omet de placer la mondialisation au cœur de toute réflexion. Ne doit-on pas lire le déficit extérieur des Etats-Unis différemment lorsqu'on sait qu'il s'explique largement par le recours des entreprises américaines à la sous-traitance chinoise ? Doit-on s'étonner que la forte croissance mondiale persiste au-delà des cycles habituels alors qu'un système de vases communicants intercontinental s'est développé ? Faut-il craindre l'inflation, en haut de cycle, alors que la force de travail mondiale a soudain doublé ? Doit-on redouter une crise immobilière, alors que les taux longs demeurent aussi sages que le niveau des prix ? Est-il raisonnable d'incriminer l'euro et la sévérité de Jean-Claude Trichet quand notre voisin allemand affiche le premier excédent commercial du monde, avant même la Chine, grâce à son excellente insertion dans le commerce mondial ? La France doit-elle continuer de s'irriter de

la mondialisation alors que les importations de textile ou d'électronique à bas prix ont permis de préserver le pouvoir d'achat de nos classes moyennes amputé par des prélèvements obligatoires excessifs ? Et que l'explosion de la demande d'énergie dans le monde fait de son talent nucléaire un atout de compétitivité majeur, et un vecteur d'exportation à très grand potentiel ?

Et d'ailleurs, s'agissant de la France, comment expliquer le contraste entre la maladie de langueur de notre territoire national et le formidable succès de nos grandes entreprises, salué par le palmarès du CAC 40, si l'on oublie les bienfaits de la mondialisation ? Car les deux tiers de l'activité de nos champions nationaux se situent hors de France, la moitié de leur actionnariat est étranger, et le très faible loyer de l'argent qu'elles empruntent serait impensable sans le bouclier de l'euro fort.

L'économie mondialisée, entraînée pour plusieurs décennies sur une pente de forte croissance, accumule une série de contradictions et de déséquilibres qu'elle doit apprendre à gérer avec de nouveaux repères. A la différence des pseudo-ruptures du passé, la mondialisation génère une véritable métamorphose des modèles économiques, financiers et boursiers. Il n'est jamais facile de prévoir l'avenir des marchés. Mais dans un décor mondial qui ne connaît aucun précédent historique, le futur proche est particulièrement indéchiffrable. Les perspectives de l'économie globale demeurent brillantes à moyen et long terme et tout investisseur qui a le temps devant lui ne peut être investi qu'en actions. Mais, à court terme, il me semble

que la fragilité des pronostics est extrême. Telle est la rançon de l'inédit pour les experts, qui s'appuient forcément sur les leçons de l'Histoire.

En attendant, le printemps 2007 est l'anniversaire de quatre années de hausse de l'économie mondiale et des marchés d'actions. Les bourses ont plus que doublé depuis le creux du printemps 2003, mais la hausse des cours n'a fait que refléter celle des bénéfices des entreprises en pleine santé. Et, du coup, le prix des actions demeure à son bas niveau de la sévère crise boursière du début du millénaire.

Dans ce contexte, notre maison, comme d'ailleurs l'ensemble du Groupe LCF Rothschild, a connu une activité et des résultats d'un niveau record, et de loin. Toutes les entités du groupe de Paris ont progressé fortement. Le rythme de croissance des actifs sous gestion a dépassé les 20 % de moyenne annuelle au cours de la dernière décennie. Et le résultat consolidé de Paris a presque doublé. C'est évidemment dans cet environnement très favorable que notre maison se devait de préparer les ingrédients d'un prochain palier de croissance. Nous nous sommes attachés, pour perpétuer notre rythme de progression de 20 % l'an, à fortifier les quatre piliers de notre modèle qui a assuré jusqu'ici son succès.

- C'est la **spécialisation du Groupe LCF Rothschild** dans les métiers de gestion qui génère sa croissance remarquable, par sa solide franchise sur ce marché en forte progression. Notre maison parisienne a progressivement individualisé les métiers en les dédiant à des filiales (ou des filiales virtuelles, comme la gestion privée), très proches de leur marché spécifique, et animées par des managements forts et responsables. Ainsi, la multigestion, les produits structurés, le private equity, le conseil aux entreprises sont devenus des activités importantes. C'est dans cet esprit qu'a été détachée l'activité de gestion des taux, développée avec succès depuis l'origine par EdRAM, notre vaisseau amiral bien connu depuis longtemps pour ses performances en gestion d'actions. Les gérants des produits de taux, très brillants en 2006, profiteront désormais d'une connivence naturelle et fertile avec le savoir-faire des équipes de produits structurés.

- **L'association des principaux cadres au capital de leur entité** constitue un élément majeur de la motivation et de la fidélisation de nos meilleurs éléments. Pas uniquement pour des motifs de rémunération, mais aussi d'appartenance, dans un contexte de forte concurrence pour les talents. Notre actionnaire a fortement soutenu ce modèle de partenariat, qui a certes un coût, mais s'est avéré infiniment vertueux. C'est, en effet, cette sorte de commandite, sans les embarras de la formule juridique, qui a engendré la métamorphose de la banque du faubourg Saint-Honoré. Il manquait l'essentiel à ce modèle, la principale filiale historique EdRAM. C'est désormais chose faite.

- Notre maison a poursuivi, en 2006, la **création de produits pointus ou innovants**. Pêle-mêle, Saint-Honoré Chinagora, fonds spécialisé sur les actions des marchés domestiques chinois (Shanghai et Shenzhen), unique de son espèce en France ; ERES, fonds conseillé par la holding parisienne CFSH, offrant à un petit nombre d'institutions et d'investisseurs privés une réplique des performances financières du compte propre de notre actionnaire ; EdRRES, fonds d'investissement dans l'immobilier des pays d'Europe de l'Est, animé par nos équipes israéliennes, expertes de cette région ; RFS Active Strategies, fonds multi-stratégies de gestion alternative directe, sous l'ombrelle de notre filiale de gestion de produits structurés ; Saint-Honoré Oblig Opportunités, fonds opportuniste qui a atteint un actif d'un milliard d'euros...

Mais, surtout, pour éviter que le succès des activités développées ces dernières années ne conduise à l'assoupissement, nous avons mis en place un Secrétariat à l'Innovation. Cette structure légère est chargée de recenser et de valider les idées innovatrices, et de favoriser leur mise en œuvre lorsqu'elles mettent en jeu plusieurs entités ou mobilisent un effort d'investissement significatif.

- Last but not least, nous avons renforcé, sous le patronage de notre actionnaire familial, la **gestion du nom**, à la fois patronyme de la famille et puissante marque de nos activités. Car, finalement, de l'avis unanime et constant de nos équipes, ce nom demeure le principal actif du Groupe et le premier vecteur de croissance.



Il est très probable que la majestueuse pente de croissance mondiale et de progression des grandes bourses va connaître une pause, voire une zone de turbulences. Mais notre maison est ressortie plus forte de la crise boursière du début des années 2000. Comme nos métiers sont forcément cycliques, nous nous sommes inlassablement préparés à ce que les vaches à venir soient, selon les années, moins maigres ou plus grasses.

Michel Cicurel

Mars 2007



ORGANES DE DIRECTION

de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Président

Baron Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Victor Sasson

Membres

John Alexander

Claude Janssen

René de La Serre

Claude Messulam

Henri-Paul Rousseau

Daniel Trèves

Censeurs

Jean Dumoulin

Ervin Rosenberg

DIRECTOIRE

Président

Michel Cicurel

Directeur Général

Guy Grymberg

Directeur Général Adjoint

Samuel Pinto

Patrice Dordet

Jean Laurent-Bellue

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissaires titulaires

Cabinet Didier Kling & Associés

PricewaterhouseCoopers Audit

Commissaires suppléants

Marie-Paule Degeilh

Yves Nicolas

CHIFFRES-CLÉS

en milliers d'euros

DONNÉES CONSOLIDÉES

Chiffres du bilan	2006	2005
Total de bilan	2.880.881	2.619.021
Capitaux propres *	241.548	217.654
Crédits distribués	218.177	184.188
Dépôts clientèle	1.175.547	968.441
Chiffres du compte de résultat		
Produit net bancaire **	373.797	291.516
Résultat brut d'exploitation **	104.450	68.769
Résultat net	78.799	41.171
dont part du Groupe	73.061	36.577
Effectif moyen (nombre)	1.073	988

DONNÉES SOCIALES

Chiffres du bilan	2006	2005
Total de bilan	2.681.843	2.493.039
Capitaux propres *	215.551	206.122
Crédits distribués	397.124	340.144
Dépôts clientèle	1.187.656	979.597
Chiffres du compte de résultat		
Produit net bancaire **	173.295	128.255
Résultat brut d'exploitation **	50.889	29.843
Résultat net	52.951	33.029
Effectif moyen (nombre)	396	367

* Hors résultat de l'exercice

** Approche économique présentée dans les rapports de gestion Groupe et Social



Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la loi, le Directoire de la société nous a présenté, en temps opportun, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes de l'exercice 2006 et communiqué le rapport qu'il a établi en vue de sa présentation à l'Assemblée.

Après examen de ce rapport, nous vous précisons que nous n'avons aucune observation complémentaire à formuler sur la gestion de la société et sur les comptes de l'exercice 2006 ; ces comptes confirment les renseignements qui nous avaient été communiqués au cours de l'année.

Nous recommandons l'adoption des comptes à l'Assemblée des Actionnaires.

Le Conseil de Surveillance.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU DIRECTOIRE

L'ensemble des activités du groupe de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a fortement progressé en 2006. Les positions dans les métiers de la gestion d'actifs ont été renforcées avec une croissance de près de 22 % des encours, à 26 milliards d'euros. La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque consolide sa position d'acteur global de la gestion, présent sur l'ensemble des classes d'actifs, de la gestion actions et taux à la multigestion, gestion structurée, hedge funds et private equity.

Depuis 1998, malgré la forte baisse des actions au début de cette décennie, les actifs gérés ont augmenté de 20 % par an en moyenne. Grâce à la diversité et à la qualité de l'offre de gestion, la collecte nette globale a atteint 2,6 milliards d'euros, après une collecte moyenne de 2,5 milliards en 2004 et 2005.

Générés par de nombreux succès commerciaux et par la bonne tenue des performances, les résultats de l'ensemble des entités de la Banque ont poursuivi leur croissance cette année. Le résultat consolidé de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque est ainsi porté à 73,1 millions d'euros – y inclus une plus-value nette sur cession de titres de 13,8 millions d'euros – contre 36,6 millions d'euros en 2005. Il enregistre donc une hausse de 99,7 % d'une année sur l'autre.

GESTION PRIVÉE ET GESTION PATRIMONIALE

Dans un contexte de marchés parfois contrastés, mais globalement haussiers, l'activité destinée à la clientèle privée de la Banque a connu une croissance particu-

lièrement forte et des performances satisfaisantes grâce au choix clair en 2006 de l'investissement en actions. Ces succès et la qualité de son service ont permis de réaliser une progression de 22 % des actifs sous gestion en 2006.

Le positionnement de la **Direction de la Clientèle Privée**, au carrefour des expertises permettant d'offrir à ses clients, particuliers fortunés et chefs d'entreprises, une analyse, une prise en compte et une gestion globales de leur patrimoine, a démontré sa pertinence encore cette année. La volonté d'apporter une réponse complète aux problématiques spécifiques des chefs d'entreprises patrimoniales, ainsi que le choix et les performances d'une gestion en architecture ouverte, ont constitué les principaux vecteurs de croissance en 2006. Classée au premier rang des banques privées en France par l'étude "Private Banking Strategy Survey 2006" menée par AM Group, la Direction de la Clientèle Privée est un acteur reconnu par l'ensemble des professionnels du secteur.

La montée en puissance des actifs sous gestion s'est accompagnée d'un renforcement des équipes : le pôle d'ingénierie patrimoniale s'est étoffé. De nouvelles équipes de gestion ont également été déployées.

Assurances Saint-Honoré Patrimoine, courtier qui traite les dossiers d'assurance-vie, a également réalisé un exercice 2006 remarquable, avec une croissance significative de sa collecte, démontrant ainsi la forte demande pour des contrats "sur mesure" et leur place incontournable dans l'équilibre des avoirs de la clientèle.

Par ailleurs, **Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales**, filiale de conseil commune avec Edmond de Rothschild Corporate Finance (fusions et acquisitions), a, pour sa part, confirmé la montée en puissance de son dispositif dédié aux entreprises familiales de taille moyenne.

Les bureaux de la Direction de la Clientèle Privée en province, à Bordeaux, Lyon et Marseille ont été les relais déterminants de toutes ces actions, intervenant directement ou avec le concours de prescripteurs variés, en particulier des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants, sensibles à l'efficacité de l'intervention conjointe et coordonnée avec la Banque pour traiter des problématiques plus complexes soulevées par leurs clients. Un nouveau bureau ouvrira ses portes à Nantes au cours du premier semestre 2007.

GESTION INSTITUTIONNELLE ET DISTRIBUTION

Les actifs sous gestion d'**Edmond de Rothschild Asset Management** (EdRAM) ont continué de croître en 2006 pour atteindre 15,62 milliards d'euros. Les encours gérés en actions ont progressé de 17,9 % à 9,48 milliards d'euros (61 % des encours). EdRAM occupe, cette année, la quatrième place en termes de part de marché parmi les dix meilleures sociétés de gestion spécialisées (source Europerformance).

EdRAM a poursuivi en 2006 sa stratégie d'innovation produits et renforcé notamment ses gammes actions Asie et Europe. Grâce à l'obtention par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque de la licence QFII ("Qualified Foreign Institutional Investor") délivrée par les autorités chinoises pour un montant de 100 millions de dollars, EdRAM a pu lancer en juillet dernier "Saint-Honoré Chinagora" (fonds ARIA simple), seul fonds de droit français autorisé à investir sur le marché des actions domestiques chinoises. Les actions chinoises, avec également "Saint-Honoré Chine", représentent désormais plus de 300 millions d'euros d'encours sous gestion.

Plusieurs autres nouveaux produits ont été lancés : "Saint-Honoré Europe Synergie", investi dans les

titres liés aux OPA et aux restructurations en Europe, "Emerging Rendement", déclinaison de la gamme "Rendement" sur les pays émergents, et "Saint-Honoré Allocation Court Terme". Pour accompagner ces développements, EdRAM a renforcé ses équipes de gestion, avec l'arrivée de quatre nouveaux gérants.

Dans la gamme existante, "Tricolore Rendement" a remporté cette année encore un grand succès commercial : ses encours atteignent désormais 3,5 milliards d'euros en fin d'année, ce qui en fait le deuxième fonds actions françaises par sa taille sur le marché français. "Saint-Honoré Oblig Opportunités" a également fait l'objet d'une forte collecte : lancé fin 2005, ce fonds a dépassé un milliard d'euros d'encours en début 2007.

L'accueil positif rencontré par ces fonds ainsi que la poursuite en 2006 de l'essor de la gestion sous mandat positionnent EdRAM comme un acteur de référence pour la gestion institutionnelle. La gestion dédiée représente près de 30 % des encours.

Enfin, à compter du 1^{er} janvier 2007, les équipes de gestion taux et crédit ont été transférées chez RFS Gestion, entérinant ainsi la volonté de développer en 2007 une nouvelle gamme de produits à la frontière entre taux et structuration.

MULTIGESTION DIVERSIFIÉE ET ALTERNATIVE

Edmond de Rothschild Multi Management est devenue, en un peu plus de quatre ans d'existence, le quatrième acteur de la multigestion en France (source Europerformance – classement 2006 des spécialistes en multigestion). Ses actifs sous gestion ont progressé de près de 50 % pour atteindre 3,1 milliards d'euros à la fin de l'année.

La collecte a été soutenue, particulièrement pour la gamme alternative, passée de 1,06 milliard d'euros d'encours fin 2005 à plus de 1,7 milliard d'euros en 2006, soit une hausse de plus de 63 %. Cette progression concerne aussi bien les produits ouverts que les produits dédiés, avec une augmentation significative des actifs sous mandats institutionnels.



Les performances des deux gammes, diversifiée et alternative, ont été remarquables en 2006. Tous les fonds alternatifs ont été classés dans les premiers décile ou quartile des catégories françaises et internationales, avec des performances très supérieures à la moyenne 2006 des fonds de fonds alternatifs (évaluée à 5,94 % par Seeds Finance). Sur trois ans, 75 % des fonds des deux gammes sont classés dans le premier quartile de leur catégorie.

Les plus grands succès commerciaux ont été rencontrés par “Saint-Honoré Multigest Rendement” (584 millions d’euros sous gestion), “Multi Alternatif Explorer” (426 millions d’euros), “Multi Alternatif Equilibre” (302 millions d’euros) et “Multi Alternatif Select” (285 millions d’euros).

L’année a vu également le lancement de nouveaux produits d’investissement : un nouveau fonds alternatif a été créé en mars au Luxembourg, en partenariat avec Banque Privée Edmond de Rothschild Genève (“Multi Alternatif Alpha”). En décembre, EdRMM a renforcé sa gamme alternative avec le lancement du fonds ARIA 3, “Multi Alternatif Equity” (dédié long/short Europe).

Ces performances ainsi que la politique de lancement de nouveaux fonds expliquent la forte croissance de la société qui a doublé son résultat d’exploitation pour la troisième année consécutive.

Les effectifs d’EdRMM, société créée en mai 2002, étaient de 30 personnes à fin 2006.

GESTION STRUCTURÉE, GESTION ALTERNATIVE DIRECTE

Au cours de l’année 2006, **Edmond de Rothschild Financial Services**, spécialiste des produits structurés du Groupe, a poursuivi sa stratégie d’innovation en consolidant ses encours sous gestion à 2,7 milliards d’euros, après la très forte hausse enregistrée en 2005. Les actifs sont majoritairement investis sous forme d’EMTN indexés et de fonds à coussin auprès d’une clientèle institutionnelle et d’une distribution externe.

RFS Gestion, filiale de Edmond de Rothschild Financial Services, agréée par l’Autorité des Marchés Financiers pour la gestion structurée, et notamment pour l’utilisation d’instruments dérivés complexes, a obtenu en avril l’agrément de son programme d’activité de gestion de fonds à règles d’investissement allégées à effet de levier (ARIA EL). RFS Gestion a pu ainsi compléter son offre de solutions d’investissement en lançant un fonds de gestion alternative directe, “RFS Active Strategies”. L’encours du fonds s’élève à 100 millions d’euros, souscrits par des investisseurs institutionnels de premier plan, aux côtés du Groupe LCF Rothschild. Le fonds est géré par une équipe dédiée de cinq professionnels.

A compter de janvier 2007, les équipes de gestion taux et crédit du Groupe ont été rapprochées de celles chargées des gestions structurée et quantitative au sein de RFS Gestion. Cette décision stratégique a pour objectif d’unir des expertises complémentaires et de concevoir ainsi de nouvelles gammes de produits hybrides, répondant à la demande croissante des investisseurs institutionnels pour ce type de solutions d’investissements.

PRIVATE EQUITY

Venant compléter l’offre de gestion d’actifs en instruments financiers cotés, l’activité de “private equity” (prise de participation dans le capital de sociétés non cotées) est l’un des pôles stratégiques de développement de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, avec plus de 800 millions d’euros d’encours sous gestion (hors encours gérés par Edmond de Rothschild Investment Services en Israël).

Les fonds de private equity ont poursuivi leurs stratégies d’investissement au cours de l’année. Cette activité est organisée autour d’une société holding commune, Edmond de Rothschild Private Equity Partners, et de trois filiales spécialisées :

Edmond de Rothschild Investment Partners (EdRIP) intervient à travers des prises de participation minoritaire dans des entreprises non cotées européennes. Elle gère plus de 500 millions d’euros, au

travers de trois lignes d'activités : le capital-développement, les sciences de la vie et les investissements innovants (FCPI).

Avec le FCPR "Winch Capital" levé fin 2005 (170 millions d'euros d'encours), l'équipe de gestion capital-développement a réalisé en 2006 dix opérations d'investissement pour un montant global de 60 millions d'euros. Deux sorties ont été réussies, correspondant à des prises de participation antérieures. En sciences de la vie, l'équipe dédiée investit dans des sociétés européennes privées, intervenant dans le développement de produits thérapeutiques, le diagnostic moléculaire ou les technologies médicales au travers notamment d'un FCPR de 80 millions d'euros ("Bio Discovery II"). Quatre nouveaux investissements ont été opérés en 2006, ainsi qu'une sortie en bourse : celle d'OMS, introduite avec succès sur Euronext Bruxelles en juin. Enfin, EdRIP gère 150 millions d'euros en FCPI en finançant des sociétés dont le caractère innovant est reconnu par l'ANVAR.

En 2006, trois nouveaux collaborateurs ont rejoint cette société et un accord de collaboration a été mis en place avec un venture partner en sciences de la vie.

Edmond de Rothschild Capital Partners est centrée sur les investissements majoritaires en LBO dans les entreprises de taille moyenne à fort potentiel de croissance. Elle gère, depuis 2004, le fonds de 210 millions d'euros "Edmond de Rothschild LBO Fund". Ce fonds a réalisé en 2006 une nouvelle opération d'investissement et des réinvestissements dans des lignes existantes pour un montant global de 28 millions d'euros et était investi à hauteur de 56 % à la fin de l'année.

L'équipe de **Edmond de Rothschild Private Equity Select LLP**, située à Londres, gère, depuis 2004, le fonds de fonds de LBO, "European Buy-out Opportunities I, LP" (EBOP), investi dans des fonds de mid-market nationaux ou régionaux, en Europe. EBOP était, à la fin de l'année, presque totalement investi. L'équipe procède actuellement à la levée d'un nouveau fonds, équivalent en terme de critères d'investissement.

ACTIVITÉS DE GESTION COLLECTIVE ET PRIVÉE À L'INTERNATIONAL

Le développement à l'international de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque s'est poursuivi en 2006 avec, notamment, une forte progression des actifs gérés par Edmond de Rothschild Investment Services en Israël et l'obtention par la Banque, en Chine, de la licence "QFII".

Les encours gérés par **Edmond de Rothschild Investment Services** (EdRIS), filiale israélienne du Groupe LCF Rothschild, ont enregistré une croissance de 57 % en 2006 à plus de 1,4 milliard d'euros. L'activité d'asset management s'est déployée tant vis-à-vis de la clientèle institutionnelle que vers celle des particuliers. EdRIS a également profité des récentes réformes qui ont imposé le modèle d'architecture ouverte pour développer ses partenariats de distribution avec les banques israéliennes. Deux nouveaux fonds de private equity ont été lancés au cours de l'année, dont "Edmond de Rothschild Real Estate Sicar" (EdRRES), fonds luxembourgeois ayant pour thème d'investissement l'immobilier dans les pays d'Europe de l'Est. L'actif, au 31 décembre 2006, atteignait 174 millions d'euros, avec une large clientèle internationale, institutionnelle et privée. Un objectif de 200 millions d'euros d'encours est prévu à fin mars 2007. La croissance significative des encours en 2006 s'est accompagnée d'un renforcement des équipes, dont cinq personnes dédiées à la gestion de ce nouveau fonds.

En Italie, **Edmond de Rothschild S.G.R. SpA**, société spécialisée dans la gestion d'actifs pour compte de tiers, offre ses services à une clientèle locale de particuliers fortunés. Edmond de Rothschild Asset Management (EdRAM), au travers de **Edmond de Rothschild S.I.M. SpA**, a poursuivi le développement commercial de ses produits de gestion collective, particulièrement auprès des institutionnels italiens. Dans l'ensemble des autres pays (Allemagne, Suisse, Luxembourg, Portugal, Espagne, Canada...), la progression en valeur absolue a été modérée : on a pu noter une réorientation globale des actifs des classes monétaires vers les classes actions et convertibles, plus rémunératrices.



Par ailleurs, EdRAM a démarré en 2006, et poursuivra en 2007, l'enregistrement de la gamme française à l'étranger, ce qui devrait donner un nouvel élan au développement à l'international. La **succursale d'Edmond de Rothschild Financial Services** en Italie a poursuivi son déploiement et étendu la distribution de ses produits, particulièrement auprès des compagnies d'assurances.

Le bureau de représentation de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque à **Shanghai**, ouvert en 2005, a pour mission de promouvoir le groupe de la Banque en Chine et de favoriser son entrée en relation avec les principaux acteurs locaux de la banque et de la gestion d'actifs. A ce titre, la Banque a lancé pour la première fois un produit structuré indexé sur l'or en partenariat avec un réseau bancaire chinois. Le produit a été commercialisé auprès d'investisseurs institutionnels et privés en Chine. Par ailleurs, l'obtention de la licence "QFII" en 2006 fait de notre maison l'une des 52 institutions financières internationales autorisées à investir sur le marché domestique chinois (actions A).

CONSEIL AUX ENTREPRISES

Dans le prolongement du redéploiement des activités de conseil décidé en 2004, les équipes d'**Edmond de Rothschild Corporate Finance** ont confirmé en 2006 la montée en puissance de leur dispositif : elles sont notamment intervenues dans quelques grandes opérations de place et ont ainsi conforté la position de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque dans le métier du conseil.

Le succès de ce redéploiement a été facilité par une politique active d'acquisition de nouvelles compétences tant sectorielles que d'exécution : le chiffre d'affaires moyen par banquier conseil a ainsi augmenté de plus de 34 % au cours de l'année écoulée. Le renforcement des capacités d'intervention à l'international s'est traduit par une forte croissance du nombre d'opérations *cross-border* : les trois quarts des commissions facturées en 2006 sont issues de transactions impliquant au moins une composante internationale, contre plus de la

moitié en 2005. Le réseau de partenariats mis en place par Edmond de Rothschild Corporate Finance en Europe et aux Etats-Unis a ainsi pleinement démontré son efficacité en 2006.

De son côté, **Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales**, filiale* dédiée aux besoins spécifiques des entreprises familiales de taille moyenne, a renforcé ses équipes et accru sa capacité de conseil, tant auprès des chefs d'entreprises directement approchés par l'équipe que de ceux déjà partenaires du Groupe. Elle est devenue un des maillons importants du dispositif de la Banque à destination des chefs d'entreprises patrimoniales.

L'année s'est donc révélée particulièrement encourageante, avec une progression de 50 % du chiffre d'affaires et un triplement du résultat net.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a ainsi renforcé son positionnement : elle est désormais l'un des seuls établissements bancaires privés du marché français, à taille humaine, disposant d'une tradition ancrée de banque d'affaires basée avant tout sur le professionnalisme et l'indépendance, confortés notamment par l'absence d'offre de financement ou de placement.

PROTECTION DES PERSONNES ET DES ENTREPRISES

Assurances & Conseils Saint-Honoré (ACSH) est encore cette année, et pour la dernière fois, intégrée globalement à l'activité du groupe de la Banque. ACSH conçoit et gère des solutions d'assurance sur mesure pour les entreprises et les particuliers, notamment dans les domaines de la prévoyance, de la gestion des frais de santé, de la retraite et des risques divers (IARD). Le chiffre d'affaires consolidé a enregistré en 2006 une croissance de 10 % en ligne avec le plan stratégique : les succès commerciaux rencontrés par l'offre de protection sociale des expatriés, logée au sein de Mobility Saint-Honoré, et le dynamisme d'Assurances Saint-Honoré Patrimoine* (ASHP), filiale dédiée à l'assurance-vie individuelle, ont largement contribué à cette performance.

* filiale codétenue avec la Direction de la Clientèle Privée.

Le fort développement de Mobyli Saint-Honoré a justifié l'ouverture en septembre d'un bureau à Dubaï et l'acquisition en juin de la société Norfolk située à Calgary (Alberta) : grâce à ce dispositif, ACSH est en mesure de suivre les dossiers de ses assurés 24h/24 et 7 jours/7.

Par ailleurs, accompagnant depuis plusieurs années le déploiement de leurs activités dans le courtage d'assurances, les actionnaires d'Assurances & Conseils Saint-Honoré et ceux de Siaci ont entamé, au cours de 2006, des discussions en vue de constituer un nouveau groupe réunissant les deux entreprises. Ces discussions ont abouti à la signature d'un accord le 12 février 2007 (soumis aux décisions administratives d'usage), qui donne naissance au 5^{ème} courtier d'assurances français. Le capital du nouveau groupe de courtage est réparti de manière équilibrée entre les managers, le fonds d'investissement luxembourgeois Eres et les actionnaires historiques des deux entités : Jardine Lloyd Thomson (JLT), premier courtier européen et l'un des cinq premiers mondiaux, Paris Orléans, holding cotée de participations, contrôlée par les Barons David et Eric de Rothschild, et Compagnie Financière Saint-Honoré (CFSH), holding de participations du Baron Benjamin de Rothschild (actionnaire de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque).

INVESTISSEMENTS LOGISTIQUES ET RESSOURCES HUMAINES

Devant l'accueil très favorable reçu par les nouveaux produits financiers régulièrement proposés à nos clients, le Groupe a décidé de renforcer encore sa capacité à concevoir de nouvelles solutions d'investissement. Cette volonté s'est concrétisée cette année par la création d'un Secrétariat à l'Innovation, dont la mission principale sera de mobiliser les énergies créatrices de notre établissement.

Les investissements en solutions informatiques se sont poursuivis en 2006. Parmi les projets transversaux, la nouvelle salle informatique distante en back-up permanent, qui constituait un des volets du Plan de Continuité de l'Activité initié en 2004, est opérationnelle depuis cette année. Par ailleurs, l'ensemble des applications informatiques a été revu pour être en conformité avec les

normes IFRS (appliquées à partir de janvier 2007). Les sites Internet de la Banque et de ses filiales ont fait l'objet d'une refonte globale, en collaboration étroite avec la Direction de la Communication : plus ergonomiques, ils seront mis en ligne au cours du premier semestre 2007.

En outre, la Direction des Services Informatiques de la Banque a apporté son appui et son soutien logistique à Assurances & Conseils Saint-Honoré dans le cadre de différents projets : refonte de la plate-forme de la prévoyance/santé France et du réseau ACSH, renouvellement du parc informatique...

L'accent a également été mis sur l'optimisation des processus, notamment pour la Gestion Privée : une solution originale d'assistance à la production des dossiers d'Ingénierie Patrimoniale a été mise en place. Un portail intranet sur l'assurance-vie a également été lancé : interface entre la Direction de la Clientèle Privée et ASHP, cet outil permet un partage de l'information en quasi-temps réel. Enfin, un nouvel outil de gestion a été choisi pour les gérants afin d'améliorer encore la sécurité, la transparence et la qualité du reporting clients, ainsi que pour une mise en conformité avec la future réglementation MIFID.

Le projet Ourasi, dont l'objectif est d'accélérer les transmissions d'ordres à l'intérieur de la maison, a été renforcé, en préalable à l'optimisation de la négociation des ordres qui sera traitée en 2007.

Les travaux de mise en place des normes IFRS, applicables dans le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2007, ont été finalisés ainsi que l'évaluation du passage à ce nouveau référentiel comptable. Il en est de même pour la mise en œuvre du projet Bâle II, dont les impacts financiers, notamment dans le domaine des risques opérationnels, ont été également estimés.

Par ailleurs, le système d'information du contrôle de gestion a été renforcé au cours de l'année 2006.

Le groupe de la Banque, y compris ACSH, totalisait au 31 décembre 2006 un effectif de 1 144 collaborateurs (contre 1 022 en 2005), dont 705 pour le seul groupe bancaire en France et à l'étranger (631 en 2005).



ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE PARTICIPATIONS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a cédé, en juin, la totalité de sa participation dans Rothschild & Cie Banque. Le règlement s'est fait, pour plus de la moitié, en titres Paris Orléans.

Elle a également pris, au cours de ce même mois, une participation de 25 % dans Opticroissance, cabinet de conseil aux entreprises, situé dans la région lyonnaise.

La Banque a acquis, en juillet, des actions de Edmond de Rothschild Financial Services pour porter sa participation à 91,64 %.

En décembre, la Banque a cédé des actions de la Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco, dont elle détient désormais 45,63 %, contre 46 % l'année dernière.

Elle a, par ailleurs, souscrit à la totalité du capital de EdR Real Estate Management à l'occasion de la création de cette filiale.

Enfin, elle a poursuivi, au cours de cette année, la cession des parts de la Sofica Sofinergie 5 : après cette opération sa participation est de 1,87 %.

ACTIONNARIAT

L'année 2006 a permis au groupe **Compagnie Financière Saint-Honoré** (CFSH) d'enregistrer une forte croissance de son résultat. Portée par un contexte économique et boursier favorable, l'année s'est révélée fortement créatrice de valeur.

La volonté de croissance du Groupe demeure fortement soutenue par la famille Rothschild, actionnaire à 100 % de Compagnie Financière Saint-Honoré. Au cours de l'année écoulée, la holding du Groupe a accompagné le développement de la Banque en poursuivant sa politique d'amorçage des produits gérés par cette dernière. Ainsi, à titre d'exemples, CFSH a souscrit au capital de "RFS Active Strategies", fonds de gestion alternative directe lancé par RFS Gestion,

ou encore à celui de "Saint-Honoré Chinagora", proposé par Edmond de Rothschild Asset Management. CFSH a également conseillé et accompagné EdRIS (filiale israélienne) lors du lancement du fonds de private equity "Edmond de Rothschild Real Estate Sicar", qui sera investi dans des opérations de promotion immobilière résidentielle en Europe de l'Est.

Par ailleurs, l'équipe de CFSH, s'appuyant sur les performances de sa gestion, a conçu et lancé le fonds "Edmond de Rothschild Euroopportunities SCA SICAR" (ERES). Ce fonds de private equity a pour vocation d'offrir, à un nombre limité de partenaires, une politique d'investissement opportuniste, non benchmarkée, parallèle à celle de CFSH.

Enfin l'activité d'investissement pour compte propre de CFSH a continué d'enregistrer un niveau de plus-values élevé. La trésorerie ainsi dégagée lui a permis de renforcer son portefeuille par l'adjonction de nouveaux investissements, tant cotés que non cotés.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

L'exercice 2006 fait ressortir pour la Banque un bénéfice net de 52.951.266,49 euros.

Compte tenu du report à nouveau et après affectation de la réserve légale, le bénéfice distribuable s'établit à 57.154.739,72 euros.

Il est proposé de distribuer un dividende de 52.953.484,80 euros représentant 9,60 euros par action.

Le revenu global par action (avoir fiscal compris) au titre des trois derniers exercices a été le suivant :

- 2003 (8,70 euros)
- 2004 (4,05 euros)
- 2005 (6,10 euros)

PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2007

Le Groupe poursuivra, en 2007, sa politique de croissance axée sur son expertise dans le domaine de la gestion d'actifs, sur la réduction de la sensibilité de son résultat aux fluctuations des marchés boursiers

(grâce, notamment, au développement du private equity et du conseil aux entreprises) et sur le renforcement de ses activités internationales, en Italie et en Chine en particulier.

Il devrait bénéficier de tendances de marché favorables au travers d'une demande croissante de services des clients entrepreneuriaux et du développement d'une architecture ouverte.

CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DIRECTOIRE

Il est proposé à l'Assemblée des Actionnaires de renouveler les mandats de membre du Conseil de Surveillance de Messieurs Claude Janssen et Henri-Paul Rousseau qui viennent à échéance.

Par ailleurs, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés par chacun des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire de la Banque est la suivante :

Conseil de Surveillance

Baron Benjamin de Rothschild

- Président de :
La Compagnie Financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Genève S.A. (Suisse), Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. (Suisse), Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Suisse), Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A. (Suisse), Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg), La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. (Suisse), Arbinter-Omnivalor S.A. (Suisse), The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd (Israël)
- Vice-Président de la Société Française des Hôtels de Montagne (S.F.H.M.)
- Président du Conseil de Surveillance de :
Compagnie Financière Saint-Honoré (Paris), Assurances & Conseils Saint-Honoré (Paris)
- Administrateur de :
Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco (Monaco), La Compagnie Fermière Benjamin et

Edmond de Rothschild S.A. (Paris), La Compagnie Vinicole Baron Edmond de Rothschild S.A. (Paris), Edmond de Rothschild Limited (Londres), Isrop Participations S.A. (Luxembourg), Rothschild Continuation Holdings A.G. (Suisse), Cogifrance (Paris), Content Participations S.A. (Paris)

- Membre du Conseil de Surveillance des Domaines Barons de Rothschild (Lafite)

Monsieur Victor Sasson

- Président du Conseil de Surveillance de la Société Française des Hôtels de Montagne (S.F.H.M.)
- Vice-Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Financière Saint-Honoré
- Administrateur de :
La Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance), La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A., La Compagnie Vinicole Baron Edmond de Rothschild S.A., Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A.
- Représentant permanent de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque au Conseil de la Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris (S.I.E.M.P.)
- Gérant de :
SNC Cogifrance et Compagnie Gestion
- Membre du Conseil d'Administration et Trésorier de :
La Fondation Ophtalmologique de Rothschild (F.O.R.), Institut de Biologie Physico-Chimique - Fondation Edmond de Rothschild

Monsieur John Alexander

- Membre du Conseil de Surveillance de Compagnie Financière Saint-Honoré
- Administrateur de :
Edmond de Rothschild Limited (Royaume-Uni), LCF Edmond de Rothschild Securities Limited (Royaume-Uni), LCF Edmond de Rothschild Asset Management Limited (Royaume-Uni), LCF Edmond de Rothschild Fund Management Limited (Royaume-Uni), The Bristol Port Company (Trustees) Limited (Royaume-Uni), First Corporate Shipping Limited (Royaume-Uni), Thatchcastle Limited (Royaume-Uni), CA Sperati (The Special



Agency) Plc (Royaume-Uni), CPRE Oxfordshire Buildings Preservation Trust Limited (Royaume-Uni), Sterling Insurance Group Limited (Royaume-Uni), La Compagnie Financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild S.A. (Suisse), Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Suisse), Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg), Fedex Corporation S.A. (République de Panama), LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited, LCF Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Limited, Edmond de Rothschild International Funds Ltd. (Bermudes)

Monsieur Claude Janssen

- Président d'Honneur du Conseil d'Administration et Président du Conseil International de l'INSEAD
- Président de l'Institut Européen du Développement Durable (I.E.D.D.)
- Administrateur de :
Cie Lebon, Russell Reynolds Associates (USA), Union Centrale des Arts Décoratifs, Association pour le Rayonnement de l'Opéra National de Paris (A.R.O.P.), Permal Asset Management (USA)

Monsieur René de la Serre

- Administrateur de :
P.P.R., Sanofi-Aventis S.A., Nord-Est S.A.
- Membre du Conseil de Surveillance de :
Compagnie Financière Saint-Honoré, Euronext N.V. (Pays-Bas), Schneider Electric S.A.
- Administrateur délégué de Harwanne Compagnie de Participations Industrielles et Financières S.A. (Suisse)
- Censeur de Fimalac S.A.

Monsieur Claude Messulam

- Directeur Général de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Suisse)
- Administrateur de :
Compagnie Financière Saint-Honoré, La Compagnie Financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Genève S.A. (Suisse), Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. (Suisse), La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. (Suisse),

Arbinter-Omnivalor S.A. (Suisse), LCF Edmond de Rothschild Gestion S.A. (Suisse), Administration & Gestion S.A. (Suisse), LCF Communication S.A. (Suisse), Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A. (Suisse), Rothschild Bank A.G. (Suisse), Rothschild Holding A.G. (Suisse), Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg), Isrop Participations S.A. (Luxembourg), Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco (Monaco), Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd (Bahamas), Edmond de Rothschild Limited (Royaume-Uni), Edmond de Rothschild International Funds Ltd (E.D.R.I.F.)

Monsieur Henri-Paul Rousseau

- Président du Conseil et Chef de la Direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec
- Président et administrateur de CDP Capital Inc. (filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec)
- Administrateur et membre de l'exécutif de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal (Québec)

Monsieur Daniel Trèves

- Directeur Général de La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. (Suisse)
- Administrateur de :
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Suisse), Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg), La Compagnie Financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild (Suisse), Isrop Participations S.A. (Luxembourg), LCF Prifund Conseil (Luxembourg), Treasury Investments (C.I.) Limited, Associated Investors Inc. (Iles Vierges britanniques), Fondation pour le Développement de l'Instruction et de l'Education Physique pour la Jeunesse Française de Genève (Suisse)

Directoire

Monsieur Michel Cicurel

- Président du Directoire de Compagnie Financière Saint-Honoré
- Président du Conseil de Surveillance de Edmond de Rothschild Multi Management
- Président du Conseil d'Administration de :
Edmond de Rothschild S.G.R. SpA, Edmond de Rothschild S.I.M. SpA, ERS
- Membre du Conseil de Surveillance de :
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (SAS), Publicis
- Administrateur de :
Banque Privée Edmond de Rothschild (Suisse), Edmond de Rothschild Limited (Grande-Bretagne), La Compagnie Financière Holding Benjamin et Edmond de Rothschild (Suisse), La Compagnie Benjamin de Rothschild (Suisse), Bouygues Telecom, Rexecode, Société Générale, CdB Web Tech (Italie)
- Censeur de Paris Orléans
- Représentant permanent de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque aux Conseils de :
Assurances & Conseils Saint-Honoré, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Edmond de Rothschild Asset Management, Edmond de Rothschild Financial Services, Equity Vision
- Représentant permanent de Compagnie Financière Saint-Honoré au Conseil de Cogifrance
- Membre du Conseil des Commanditaires de Rothschild & Cie Banque

Monsieur Guy Grymberg

- Président du Conseil de Surveillance de Edmond de Rothschild Financial Services
- Vice-Président du Conseil de Surveillance de Assurances & Conseils Saint-Honoré
- Membre du Conseil de Surveillance de :
Compagnie Financière Saint-Honoré, Edmond de Rothschild Asset Management, Edmond de Rothschild Multi Management, Edmond de Rothschild Private Equity Partners, Société Française des Hôtels de Montagne (S.F.H.M.), Société de Participation Aérienne Elysair

- Administrateur de :

Edmond de Rothschild Corporate Finance, ERS, Financière Eurafrique, Groupement Immobilière et Financière (G.I.F.), Sogefic, Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco (Monaco), Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg), Edmond de Rothschild Investment Services (Israël), Edmond de Rothschild S.G.R. SpA (Italie), Edmond de Rothschild S.I.M. SpA (Italie)

- Représentant permanent de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque aux Conseils de :
Financière Boréale, G.I.E. Saint-Honoré, Marais Participations

Monsieur Samuel Pinto

- Membre du Directoire et Directeur Général de Compagnie Financière Saint-Honoré
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Edmond de Rothschild Asset Management
- Membre du Conseil de Surveillance de :
Edmond de Rothschild Multi Management, Edmond de Rothschild Financial Services, Société de Participation Aérienne Elysair
- Administrateur de Edmond de Rothschild S.G.R. SpA (Italie)
- Représentant permanent de Compagnie Financière Saint-Honoré au conseil de Equity Vision
- Représentant permanent de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque au Conseil de Edmond de Rothschild Fund (Sicav luxembourgeoise)

Monsieur Patrice Dordet

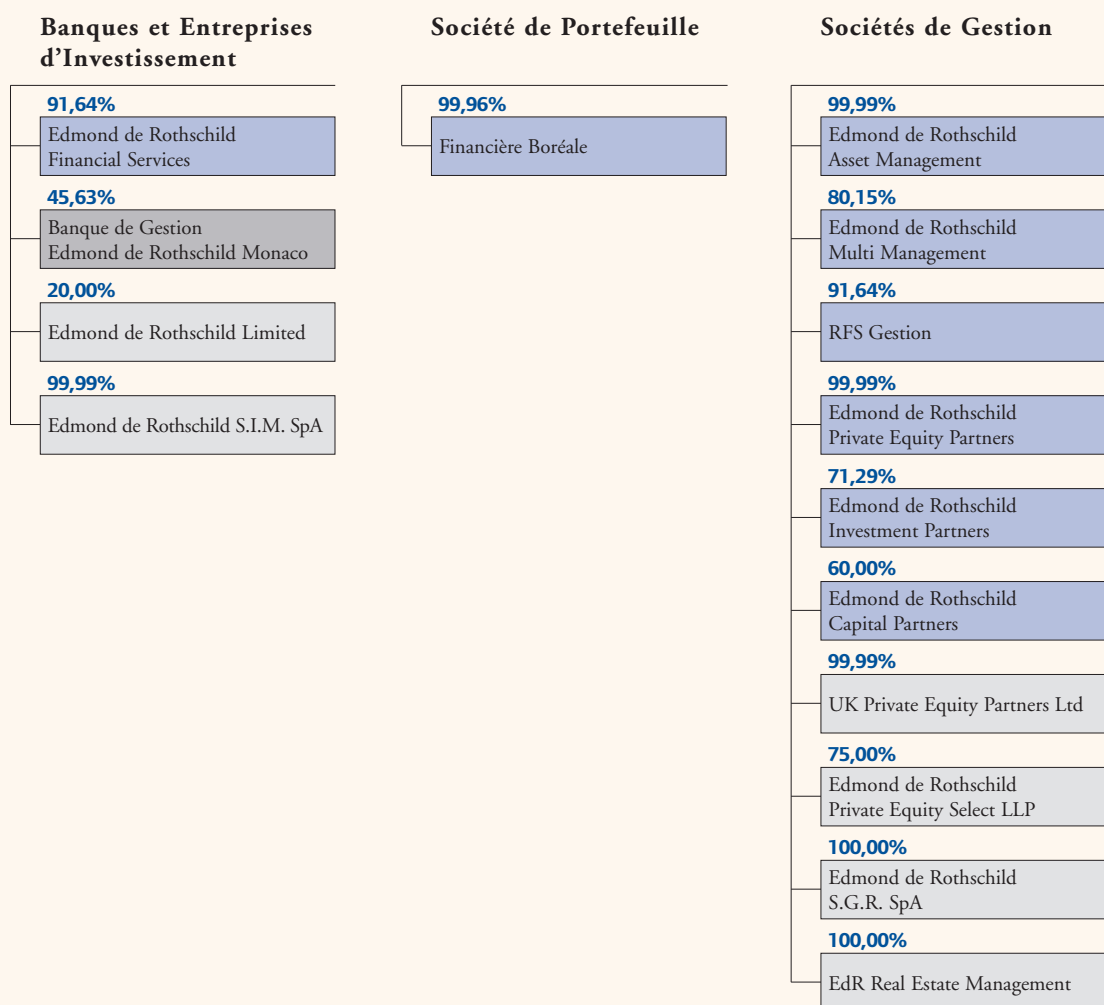
- Administrateur de ERS
- Membre du Conseil de Surveillance de :
Edmond de Rothschild Asset Management, Edmond de Rothschild Multi Management, Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
- Vice-Président de Assurances Saint-Honoré Patrimoine

**Monsieur Jean Laurent-Bellue**

- Président-Directeur Général de Edmond de Rothschild Corporate Finance
- Membre du Conseil de Surveillance de Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
- Administrateur de :
Afipa S.A. (Suisse), Harwanne Compagnie de participations industrielles et financières S.A. (Suisse), Nord-Est S.A.
- Membre du Conseil de Surveillance de :
KPMG S.A., KPMG Associés
- Président du Conseil d'Administration de LCFR UK PEP Ltd (Royaume-Uni)
- Président du Conseil de Surveillance de Edmond de Rothschild Private Equity Select LLP (Royaume-Uni)

ORGANIGRAMME DES PARTICIPATIONS CONSOLIDÉES

par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque
au 31 décembre 2006



% d'intérêts Groupe
 Intégration globale
 Mise en équivalence
 Sociétés étrangères



Sociétés de Conseil

99,99%	Edmond de Rothschild Corporate Finance
99,99%	Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
99,99%	EDREP Transactions
67,00%	Edmond de Rothschild Investment Services Limited
25,00%	Opticroissance

Sociétés d'Assurance

98,89%	Edmond de Rothschild Courtage Services
92,27%	Assurances & Conseils Saint-Honoré
92,22%	Assurances Saint-Honoré
92,24%	Mobility Saint-Honoré
92,22%	Continental Média Assurance
92,22%	Assurances Saint-Honoré Patrimoine
92,25%	Ingénierie Monétique et Bancaire
92,26%	Mobility Saint-Honoré Canada
92,26%	Norfolk Mobility Benefits Inc.
92,24%	MSH Limited

Divers

99,24%	ERS
99,24%	Le Cercle Edmond de Rothschild
18,33%	Omega Financial Solutions



Soutenu par des marchés financiers et boursiers en forte hausse et porté par un environnement économique favorable, le **résultat net consolidé** – part du Groupe – de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque atteint, en 2006, le niveau record de 73,1 millions d’euros, contre 36,6 millions d’euros l’exercice précédent, soit un accroissement de + 99,7 % d’une année à l’autre. Ce résultat intègre une plus-value nette sur cession de titre pour un montant de 13,8 millions d’euros ; le résultat net “opérationnel” s’élève ainsi à 59,3 millions d’euros, en hausse de 62 % par rapport à 2005.

Le **produit net bancaire** progresse de 28,2 % en 2006, pour s’établir à 373,8 millions d’euros.

Les différents pôles de la gestion d’actifs – cœur de métier du Groupe – continuent de connaître une activité commerciale très soutenue grâce, notamment, à la croissance de la collecte nette (2,6 milliards d’euros en 2006) et ce, tant dans le domaine de la clientèle privée (+ 16,3 %) que dans le secteur de la gestion collective, à l’instar d’Edmond de Rothschild Multi Management (+ 39,4 %). Confortés, par ailleurs, par les performances des marchés, les actifs sous gestion du Groupe augmentent ainsi de 4,6 milliards d’euros en 2006, soit + 21,6 %, pour atteindre 26 milliards d’euros à fin décembre.

Dans ces conditions, les revenus de la gestion d’actifs continuent de progresser fortement (+ 30,4 %) grâce, principalement, aux commissions financières récurrentes – assises sur les capitaux gérés – qui sont en

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

hausse de 29,8 %, mais également grâce aux commissions de bourse (+ 38,4 %).

Les activités de conseil et d'assistance aux entreprises poursuivent leur développement et les honoraires facturés par le Groupe s'accroissent, en 2006, de 27 %.

Les opérations de marché, quant à elles, enregistrent une hausse sensible des recettes du secteur du change (+ 35,9 % d'une année à l'autre) en raison, notamment, de l'augmentation des opérations de bourse étrangère.

Les **charges générales d'exploitation et amortissements** progressent, globalement, de 20,9 % en 2006 et s'établissent à 269,3 millions d'euros. Cette évolution est due pour beaucoup au développement de l'activité du Groupe en 2006 et au renforcement de ses performances financières. Ainsi, les principales augmentations de charges concernent les rémunérations variables, les moyens logistiques (immobiliers notamment), les dépenses commerciales et de marketing ainsi que les frais variables de traitement administratif des titres.

Dans ces conditions, le **résultat brut d'exploitation** s'élève à 104,5 millions d'euros contre 68,8 millions d'euros en 2005, soit une progression de 51,9 %.

Le **résultat net consolidé – part du Groupe** – ressort, avec une plus-value brute sur cession de titres de 15 millions d'euros et après un impôt sur les sociétés de 32,8 millions d'euros, à 73,1 millions d'euros contre 36,6 millions d'euros en 2005, en hausse de 99,7 % d'une année à l'autre.

ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 décembre 2006, le total du bilan consolidé s'élève à 2,88 milliards d'euros, en hausse de 10 % par rapport à celui de l'exercice précédent qui était de 2,62 milliards d'euros. Cette évolution est notamment due à l'augmentation des opérations à vue avec les O.P.C.V.M. du Groupe.

Les principaux chiffres, en milliers d'euros, sont les suivants :

	31.12.2006	31.12.2005
Actif		
Comptes de trésorerie et opérations interbancaires	1.451.030	1.203.357
Concours à la clientèle	218.177	184.188
Autres comptes financiers	335.401	316.295
Titres et immobilisations	876.273	915.181
Total	2.880.881	2.619.021

	31.12.2006	31.12.2005
Passif		
Comptes de trésorerie et opérations interbancaires	1.630.287	1.552.523
Dépôts de la clientèle	521.753	494.138
Autres comptes financiers	408.494	313.535
Capitaux propres *	247.286	222.248
Bénéfice net (part du Groupe)	73.061	36.577
Total	2.880.881	2.619.021

* Intérêts minoritaires compris.

A l'actif, la part des **opérations interbancaires et de trésorerie** représente, en 2006, 50,4 % du total du bilan consolidé contre 45,9 % en 2005, cette hausse étant essentiellement imputable aux opérations de placement à vue auprès des autres établissements financiers. Ces chiffres traduisent le poids de l'activité interbancaire dans le Groupe, en particulier au sein de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque dont la situation de liquidité s'avère particulièrement favorable. La répartition des encours sur les établissements de crédit reste axée sur une sélectivité des signatures des contreparties et sur le développement des opérations de pensions livrées.

Le montant des **crédits à la clientèle** atteint 218,2 millions d'euros au 31 décembre 2006, contre 184,2 millions d'euros au 31 décembre 2005, et ne représente que 7,6 % du total du bilan consolidé. L'essentiel des crédits accordés concerne des concours aux particuliers – couverts principalement par des titres –, qui s'inscrivent dans le cadre de la gestion privée.

Les **autres comptes financiers**, qui s'établissent à 335,4 millions d'euros, progressent de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

La rubrique **titres et immobilisations** diminue d'une année à l'autre (876,3 millions d'euros au 31 décembre 2006 contre 915,2 millions d'euros au 31 décembre 2005). Elle recouvre, toutefois, des variations divergentes selon les postes. Le portefeuille de titres d'investissement – liés tant aux opérations de trésorerie du Groupe qu'aux placements obligataires effectués dans le cadre de la gestion actif/passif – diminue de 132,5 millions d'euros alors que les écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles progressent, globalement, de 31,4 millions d'euros.

Au passif, les **comptes de trésorerie et d'opérations interbancaires** – y compris les titres de créances négociables placés auprès des établissements de crédit et de la clientèle financière – augmentent de 5 % d'un exercice à l'autre et représentent 56,6 % du total du bilan consolidé au 31 décembre 2006. Cette évolution est principalement due à l'augmentation des opérations à vue avec les O.P.C.V.M. du Groupe.

La répartition des ressources selon leur nature s'établit comme suit :

	31.12.2006	31.12.2005
Emprunts	61,3 %	54,6 %
· A vue	53,6 %	41,5 %
· A terme	7,7 %	13,1 %
Titres de créances négociables	38,7 %	45,4 %
Total	100 %	100 %

Les **dépôts de la clientèle**, y inclus les titres de créances négociables, atteignent 521,8 millions d'euros au 31 décembre 2006, en hausse, de date à date, de 5,6 %. Si les ressources rémunérées, qui représentent 321,7 millions d'euros, diminuent de 9,1 %, en revanche, les comptes à vue progressent de 51,3 %.

Les éléments relatifs aux **capitaux propres** se décomposent ainsi, en milliers d'euros :

	* 31.12.2006	* 31.12.2005
Capital	82.740	81.461
Prime d'émission	96.363	89.170
Réserves et intérêts minoritaires	68.181	51.617
Total	247.284	222.248

* Avant affectation du résultat de l'exercice.

L'augmentation des fonds propres est notamment due à l'exercice d'options de souscription d'actions par des collaborateurs de la maison.

Les fonds propres représentent, au 31 décembre 2006, 8,6 % du total du bilan consolidé contre 8,5 % en 2005.

Le **bénéfice net – part du Groupe** – s'élève à 73,1 millions d'euros, contre 36,6 millions d'euros en 2005, soit une hausse de 99,7 % d'une année à l'autre.

ANALYSE DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ

L'approche économique et financière du résultat du groupe de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque – qui s'extrait de la présentation purement comptable du compte de résultat publiable – peut être résumée, très globalement, comme suit, en milliers d'euros :

	2006	2005
Gestion d'actifs	260.116	199.462
Activité à marge	8.768	5.913
Opérations de marchés	14.317	10.962
Conseil aux entreprises	12.091	9.521
Commissions de courtage d'assurances	69.805	60.138
Portefeuille titres et revenus divers	8.700	5.520
Produit net bancaire	* 373.797	* 291.516
Charges générales d'exploitation	- 260.525	- 214.596
· frais de personnel	- 157.574	- 131.166
· autres frais administratifs	- 102.951	- 83.430
Dotations aux amortissements	- 8.822	- 8.151
Résultat brut d'exploitation	* 104.450	* 68.769
Solde net des provisions sur créances douteuses	- 99	2.939
Solde net des provisions pour risques	- 9.959	- 1.296
Résultat net exceptionnel des opérations sur titres	18.970	649
Résultat exceptionnel	- 2.101	- 2.396
Intéressement et participation des salariés	- 5.314	- 4.276
Impôt sur les bénéfices	- 32.788	- 22.622
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	4.892	2.416
Amortissement des écarts d'acquisition	748	- 3.012
Intérêts minoritaires	- 5.738	- 4.594
Résultat net consolidé (part du Groupe)	73.061	36.577

* Voir en annexe le tableau de passage avec le résultat publiable.

PRODUIT NET BANCAIRE

Il s'établit à 373,8 millions d'euros, en hausse de 28,2 % par rapport à 2005.

Bénéficiant d'un contexte de marché et d'une conjoncture boursière favorables, les différents pôles de la **gestion d'actifs** du groupe de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque continuent de connaître une forte croissance. Leurs revenus nets – qui s'établissent à 260,1 millions d'euros – augmentent de 30,4 % en 2006, alors qu'ils avaient déjà progressé de 38,5 % l'année précédente.

Les métiers de la gestion d'actifs privée et collective enregistrent, en 2006, une activité commerciale toujours soutenue grâce, notamment, à la croissance de la collecte nette (2,6 milliards d'euros), et ce tant dans le secteur de la clientèle privée (+ 16,3 %) que dans celui de la gestion collective au sein duquel la multigestion, en particulier, affiche une progression de près de 40 % de collecte nette. Globalement, les actifs sous gestion du Groupe s'accroissent de 21,6 % d'une année à l'autre, portés également par la hausse des marchés financiers.

Ainsi, grâce à la collecte, aux performances des marchés et au renforcement de la part des véhicules collectifs actions et diversifiés, les commissions de gestion brutes des O.P.C.V.M. enregistrées par les différentes filiales de gestion de la Banque continuent d'augmenter fortement d'un exercice à l'autre (+ 36,2 % en 2006).

Dans ces conditions, les commissions financières récurrentes – assises sur les capitaux gérés et incluant le courtage d'assurances – représentent, au total, 74 % du produit net bancaire consolidé.

Par ailleurs, en raison des souscriptions soutenues dans les O.P.C.V.M., les droits d'entrée progressent à nouveau en 2006 (+ 16,3 %).

La bonne tenue des marchés financiers en 2006 concourt également à la croissance significative des commissions de bourse (+ 38,4 %, contre + 18,3 % en 2005).

Les revenus des produits structurés sur taux et actions au sein du Groupe – y inclus la part des minoritaires de la filiale Edmond de Rothschild Financial Services et de sa société de gestion – sont en hausse de 5,6 %. Cette classe d'actifs a poursuivi son développement en 2006, mais les résultats issus de l'animation de son marché secondaire ont sensiblement diminué d'un exercice à l'autre.

L'**activité à marge** (dépôts et crédits), désormais essentiellement liée à la gestion d'actifs pour le compte de la clientèle privée, ne représente plus que 2,3 % du produit net bancaire consolidé.

Les **opérations de marchés** de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque – essentiellement axées sur l'intermédiation, en particulier de la clientèle – enregistrent une hausse sensible de leurs recettes en 2006 (+ 30,6 %) et totalisent 3,8 % du produit net bancaire consolidé. Celles-ci progressent surtout dans le secteur des changes (+ 35,9 %) en raison, principalement, de l'augmentation des opérations de bourse étrangère.

Le résultat de la table de la "Trésorerie Euros/Négociation" s'avère, quant à lui, quasiment stable d'un exercice à l'autre.

Dans un environnement économique favorable, les activités **d'assistance et de conseil aux entreprises** poursuivent leur développement et les honoraires facturés par le Groupe – en particulier, par sa filiale Edmond de Rothschild Corporate Finance – s'accroissent de 27 % en 2006.

Les **commissions de courtage d'assurances** du groupe Assurances & Conseils Saint-Honoré progressent de 16,1 % en 2006 pour atteindre 69,8 millions d'euros. Cette évolution est principalement due à l'assurance-vie individuelle – dont le chiffre d'affaires net s'accroît de 41 % d'une année à l'autre – mais également aux secteurs de la prévoyance santé internationale (+ 29 %, y inclus l'acquisition de la société Norfolk au Canada) et France (+ 11 %). En revanche, le métier de l'IARD enregistre un certain tassement de son activité.

La hausse des recettes du **portefeuille titres et revenus divers** du Groupe d'un exercice à l'autre (+ 3,2 millions d'euros) est due, principalement, à l'amélioration des revenus de sa trésorerie disponible.

FRAIS GÉNÉRAUX ET AMORTISSEMENTS

Les **charges générales d'exploitation** progressent, globalement, de 21,4 % en 2006 et s'établissent à 260,5 millions d'euros. Cette hausse est due pour beaucoup au développement de l'activité du Groupe en 2006 et au renforcement de ses performances financières.

Les **frais de personnel** enregistrent une hausse de 20,1 %. Cette évolution est imputable à l'accroissement des effectifs du Groupe (+ 11,9 % de date à date), en particulier dans les différents métiers de la gestion d'actifs et dans le domaine du contrôle interne et de la conformité. Mais elle est également due, pour une bonne part, à l'augmentation des rémunérations variables – assises sur la performance des métiers et sur le résultat du Groupe – et à des charges de fidélisation de collaborateurs.

Les **autres frais administratifs**, quant à eux, croissent de 23,4 % en 2006. Cette hausse tient, pour l'essentiel, au renforcement des moyens logistiques (notamment immobiliers) nécessité par le développement du Groupe, à l'augmentation de ses dépenses de publicité et de marketing – liées, en particulier, à la promotion des métiers de la gestion d'actifs – et à la progression des frais commerciaux et des charges variables de traitement administratif des titres dû à l'accroissement de l'activité en 2006.

Les **dotations aux amortissements**, qui s'élèvent à 8,8 millions d'euros, sont en hausse de 8,2 % en 2006.

Après frais généraux et amortissements, le **résultat brut d'exploitation** ressort à 104,5 millions d'euros contre 68,8 millions d'euros en 2005, soit une progression de 51,9 %.



ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

Le **solde net des provisions sur créances douteuses**, dont le montant reste toujours faible (- 0,1 million d'euros), n'appelle pas de remarque particulière.

Le **solde net des provisions pour risques** s'avère négatif de 10 millions d'euros et enregistre, pour l'essentiel, des dotations destinées à faire face à des litiges avec des tiers (8,8 millions d'euros).

La forte hausse du **résultat net exceptionnel des opérations sur titres** (+ 18,3 millions d'euros d'un exercice à l'autre) est essentiellement due à la plus-value dégagée sur la cession d'une ligne de titres de participation du portefeuille de la Banque (soit 15 millions d'euros).

Le **résultat exceptionnel** – qui enregistre, notamment, des produits et charges relatifs à l'exercice précédent – s'élève à - 2,1 millions d'euros, montant sensiblement identique à celui de 2005.

L'**intéressement et la participation des salariés** ressortent à 5,3 millions d'euros contre 4,3 millions d'euros l'exercice précédent.

L'**impôt sur les bénéfices**, qui s'inscrit, pour partie, dans le cadre de l'intégration fiscale de Groupe, s'élève à 32,8 millions d'euros contre 22,6 millions d'euros en 2005.

La contribution du **résultat d'entreprises mises en équivalence** au bénéfice net consolidé fait plus que doubler d'une année à l'autre pour atteindre 4,9 millions d'euros. Cette rubrique intègre les résultats de Edmond de Rothschild Limited et de la Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco, dont les bénéfices ont fortement augmenté en 2006.

Le solde bénéficiaire des **amortissements des écarts d'acquisition** (0,7 million d'euros) provient de la finalisation des travaux d'affectation de l'écart d'acquisition dégagé lors du rachat par la société mère, en 2005, de 41,75 % supplémentaires du capital d'Assurances & Conseils Saint-Honoré ; l'identification de fonds de commerce a conduit à diminuer d'autant le "goodwill" et à neutraliser les amortissements y afférents enregistrés jusqu'alors.

Au total, le **résultat net consolidé** – part du Groupe, après intérêts minoritaires de 5,7 millions d'euros, contre 4,6 millions d'euros en 2005 –, ressort donc à 73,1 millions d'euros contre 36,6 millions d'euros en 2005, soit une hausse de 99,7 % d'une année à l'autre.

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR LES ACTIVITÉS DE MARCHÉ

Parallèlement à la création d'une Direction unifiée des Marchés de Capitaux (DMC) – regroupant les pôles de trésorerie et de négociation pour compte de tiers –, le secteur des marchés a enregistré, en 2006, une troisième année consécutive de forte croissance des volumes. Les activités de trésorerie ont ainsi continué d'améliorer leur rentabilité, pour un niveau de risques toujours très contenu.

Les opérations de change et de dépôt en devises sont effectuées en intermédiation, clientèle ou interbancaire. Le résultat de l'exercice 2006 s'élève à 12,9 millions d'euros, en forte augmentation (+ 3,4 millions d'euros) par rapport à 2005. Il bénéficie, en particulier, de la hausse très soutenue des volumes d'activité interbancaire et de services aux entreprises (+ 25 %), conjointement à la sécurisation – depuis mars 2006 – de la majorité de ses flux de règlement-livraison au travers du système CLS.

L'activité de la "Trésorerie Euros", quant à elle, s'inscrit tant dans le cadre de la gestion de la trésorerie disponible d'entités du Groupe que dans celui de l'intermédiation bancaire. Son activité et son résultat sont stables, la Banque poursuivant une politique de placement de ses excédents de trésorerie très sélective.

Attestant d'une enveloppe de risques financiers maîtrisée, la perte maximale de trading enregistrée sur une journée en 2006 s'élève à 0,054 million d'euros. Elle s'avère être en deçà de la limite de risque globale autorisée sur cette période, soit 2,3 millions d'euros, elle-même ne représentant que 1 % des fonds propres consolidés de la Banque.

La DMC a pour principal objectif, en 2007, de refondre la filière de négociation, accompagnant ainsi le déploiement du chantier MIFID.

CAPITAL SOCIAL ET ACTIONS PROPRES

La répartition du capital social, qui s'élève à 82.739.820 euros au 31 décembre 2006, est la suivante :

Compagnie Financière Saint-Honoré	4.403.767 actions	soit 79,84 %
Caisse de dépôt et placement du Québec	577.063 actions	soit 10,46 %
La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque	159.440 actions	soit 2,89 %
Divers actionnaires salariés du Groupe	306.111 actions	soit 5,55 %
Autres actionnaires minoritaires	69.607 actions	soit 1,26 %
TOTAL	5.515.988 actions	soit 100,00 %

La valeur nominale de l'action est de 15 euros.

Les actions propres détenues par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque n'ont fait l'objet d'aucun mouvement en 2006.

	Nombre d'actions	Prix unitaire (euros)	Montant (milliers d'euros)
Position au 31.12.2005	159.440	80,053	12.764
Position au 31.12.2006	159.440	80,053	12.764

**ANNEXE**

Tableau de passage entre les soldes intermédiaires de gestion du compte de résultat publiable (consolidé) et l'approche économique du résultat (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005
P.N.B. Publiable	381.412	P.N.B. Publiable	292.281
Retraitements :		Retraitements :	
- Solde net des opérations sur portefeuille-titres	- 1.828	- Solde net des opérations sur portefeuille-titres	116
- Résultat net sur options d'achat d'actions attribuées aux salariés	- 638	- Résultat net sur options d'achat d'actions attribuées aux salariés	399
- Solde net des dotations / reprises liées aux provisions	648	- Solde net des dotations / reprises liées aux provisions	2.361
- Reclassement frais d'exploitation bancaire	- 4.714	- Reclassement frais d'exploitation bancaire	- 2.778
- Pertes et profits sur exercices antérieurs	- 1.118	- Pertes et profits sur exercices antérieurs	316
- Divers	35	- Divers	- 1.179
Approche économique du P.N.B.	373.797	Approche économique du P.N.B.	291.516
	31.12.2006		31.12.2005
R.B.E. Publiable	100.805	R.B.E. Publiable	57.840
Retraitements :		Retraitements :	
- Solde net des opérations sur portefeuille-titres	- 1.828	- Solde net des opérations sur portefeuille-titres	116
- Résultat net sur actions attribuées aux salariés	847	- Résultat net sur actions attribuées aux salariés	350
- Participation et intéressement des salariés	5.216	- Participation et intéressement des salariés	4.261
- Solde net des dotations / reprises liées aux provisions	1.979	- Solde net des dotations / reprises liées aux provisions	4.292
- Pertes et profits sur exercices antérieurs	- 3.514	- Pertes et profits sur exercices antérieurs	555
- Divers	945	- Divers	1.355
Approche économique du R.B.E.	104.450	Approche économique du R.B.E.	68.769

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

au 31 décembre 2006 (en euros)

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en %
I - RENSEIGNEMENTS DETAILLÉS (Participations supérieures à 1 % du capital de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque)			
A - Filiales (50 % au moins du capital)			
Financière Boréale	1.739.944	38.183	99,96 %
Edmond de Rothschild Asset Management	9.180.000	* 7.546.872	99,99 %
Edmond de Rothschild Financial Services	6.000.000	* 1.341.774	91,64 %
ERS	6.000.000	- 2.710.988	99,24 %
Edmond de Rothschild Multi Management	1.766.770	* 2.098.046	78,05 %
Edmond de Rothschild S.G.R. SpA	5.000.000	- 5.055.000	100,00 %
Edmond de Rothschild Private Equity Partners	2.700.000	- 374.326	99,99 %
Assurances & Conseils Saint-Honoré	7.390.250	5.007.179	92,27 %
B - Participations (10 à 50 % du capital)			
Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco	12.000.000	14.938.932	45,63 %
Edmond de Rothschild Limited	** 1.000.000	** 23.861.456	20,00 %
II - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX			
A - Filiales non reprises au § I. ci-dessus			
	-	-	-
B - Participations non reprises au § I. ci-dessus			
Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-
Sociétés étrangères (ensemble)	-	-	-

* Hors acompte sur dividendes versé en 2006

** En livres sterling



Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Banque et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la Banque	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice (ou perte) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la Banque au cours de l'exercice
Brute	Nette					
2.099.619	2.099.619	164.751.801	-	8.885.180	6.793	-
9.267.743	9.267.743	-	135.184	173.786.753	28.080.506	23.865.114
24.826.571	24.826.571	-	-	28.190.816	5.250.432	6.499.985
5.954.220	3.864.289	-	-	850.334	602.234	-
1.795.963	1.795.963	-	-	43.205.812	12.255.591	6.650.150
5.000.000	5.000.000	5.086.783	272.000	2.166.000	- 1.397.217	-
2.699.990	2.699.990	1.631.363	-	-	3.565.773	2.969.989
45.922.293	45.922.293	-	118.351	-	744.222	-
5.218.330	5.218.330	9.315.000	-	54.750.771	5.501.890	552.032
2.163.678	2.163.678	-	-	** 29.992.484	** 7.425.826	885.348
2.933.104	2.896.352	511.075	-	-	-	151.458
12.909.567	12.600.625	135.166	248.492	-	-	1.770.715
159.837	159.837	-	-	-	-	502.485



RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de son activité, votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. Les paragraphes «portefeuille-titres», «évaluation et revenus du portefeuille-titres» et

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

«résultats sur instruments financiers à terme» de la note 2.1 de l'annexe exposent les principes comptables et méthodes d'évaluation relatifs à ces positions. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné leur caractère approprié, leur application, et la pertinence des informations données en annexe. Nous avons également mis en œuvre les travaux que nous avons estimés nécessaires pour nous assurer que ces positions sont évaluées de façon satisfaisante.

- Votre société constitue des provisions pour faire face à des litiges (note 3.12 de l'annexe), en fonction de sa meilleure estimation des risques encourus. Dans le cadre de notre appréciation, nous avons examiné les éléments d'information disponibles sur la base desquels ces estimations se sont fondées.

Nos travaux d'appréciation de ces estimations ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations comptables, ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 30 mars 2007

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit
Jacques Lévi

Cabinet Didier Kling
& Associés
Didier Kling

RAPPORT GÉNÉRAL SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de son activité, votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. Les paragraphes «portefeuille-titres», «évaluation et revenus du portefeuille-titres» et «résultats sur instruments financiers à terme» de la note 1.2 de l'annexe exposent les principes et méthodes d'évaluation relatifs à ces positions. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné leur caractère approprié, leur application, et la pertinence des informations données en annexe. Nous avons également mis en œuvre les travaux que nous avons estimés nécessaires pour nous assurer que ces positions sont évaluées de façon satisfaisante.

- La note 1.2 de l'annexe précise que les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage. Dans le cadre de notre appréciation, nous nous sommes assurés, en tant que de besoin, que les valeurs d'usage et les hypothèses qui les sous-tendent ne remettent pas en cause les valeurs inscrites à l'actif de votre société.
- Votre société constitue des provisions pour faire face à des litiges (note 2.16 de l'annexe), en fonction de sa meilleure estimation des risques encourus. Dans le cadre de notre appréciation, nous avons examiné les éléments d'information disponibles sur la base desquels ces estimations se sont fondées.

Nos travaux d'appréciation de ces estimations ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations comptables, ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons que le rapport de gestion ne mentionne pas les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 30 mars 2007

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit
Jacques Lévi

Cabinet Didier Kling
& Associés
Didier Kling

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

I. Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 - Convention de cession de commercialité avec la SNC Cogifrance Surène

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation du Conseil de Surveillance du 30 mars 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu une convention de cession de commercialité avec la SNC Cogifrance Surène. Dans cette convention la SNC Cogifrance Surène s'est engagée contre indemnisation par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque à raison de 1.830 €/m² de transformer des locaux à usage commercial en locaux à usage d'habitation dont elle est propriétaire afin que La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque puisse obtenir une dérogation pour pouvoir affecter une partie de ses propres locaux à usage d'habitation en locaux à usage commercial.

Modalités :

Cette convention n'a donné lieu à aucun versement en 2006.

Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire concernés :

MM. Benjamin de Rothschild, Victor Sasson et la Compagnie Financière Saint-Honoré, ainsi que son représentant permanent M. Michel Cicurel (également administrateurs de la société Cogifrance, gérante de la SNC Cogifrance Surène).



2 - Convention de cession de parts sociales commanditaires avec Rothschild Continuation Holding AG (RCH)

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation du Conseil de Surveillance du 27 juin 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu une convention de cession de la totalité de la participation de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque dans le capital de Rothschild et Cie Banque à Rothschild Continuation Holding AG.

Modalités :

Sur l'exercice 2006, le montant concerné s'élève à 18.959.951 euros.

Membre du Conseil de Surveillance concerné :

M. Benjamin de Rothschild (également administrateur de Rothschild Continuation Holding AG).

3 - Convention d'intégration fiscale avec Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation donnée par le Conseil de Surveillance du 12 décembre 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu avec Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales une convention d'intégration fiscale avec une date d'effet au 1er janvier 2006. Dans cette convention, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque et cette filiale ont souhaité formaliser la manière dont la charge d'impôt et les économies résultant du régime de l'intégration fiscale seront réparties entre elles.

Modalités :

Sur l'exercice 2006, le montant de l'impôt d'Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales est nul.

Membres du Directoire concernés :

MM. Jean Laurent-Bellue et Patrice Dordet (membres du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales).

4 - Convention d'intégration fiscale avec EDREP Transactions

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation donnée par le Conseil de Surveillance du 12 décembre 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu avec EDREP Transactions une convention d'intégration fiscale avec une date d'effet au 1er janvier 2007. Dans cette convention, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque et cette filiale ont souhaité formaliser la manière dont la charge d'impôt et les économies résultant du régime de l'intégration fiscale seront réparties entre elles.

Modalités :

Sur l'exercice 2006, cette convention n'a pas d'effet. EDREP Transactions est détenue à 100% par Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales, elle-même détenue par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque pour plus de 5% du capital.

II. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de la partie réglementaire du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1 - Subvention d'exploitation à la société Le Cercle Edmond de Rothschild

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation donnée par le Conseil de Surveillance du 15 décembre 2005, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu le 15 décembre 2005 avec le Cercle Edmond de Rothschild une convention de subvention d'exploitation d'un montant de 15.000 euros. Cette subvention a pour objet de permettre à la filiale de reconstituer ses fonds propres et de faire face à ses dépenses de fonctionnement.

Modalités :

Cette subvention de 15.000 euros a été versée en 2006. Elle sera remboursée à La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque si et seulement si la société Le Cercle Edmond de Rothschild dégage un résultat net positif.

2 - Subvention d'exploitation à la société Edmond de Rothschild Courtage Services

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation donnée par le Conseil de Surveillance du 15 décembre 2005, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu le 15 décembre 2005 avec Edmond de Rothschild Courtage Services une convention de subvention d'exploitation d'un montant de 70.000 euros. Cette subvention a pour objet de permettre à la filiale de reconstituer ses fonds propres et de faire face à ses dépenses de fonctionnement.

Modalités :

Cette subvention de 70.000 euros a été versée en 2006. Elle sera remboursée à La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque si et seulement si la société Edmond de Rothschild Courtage Services dégage un résultat net positif.

3 - Conventions d'intégration fiscale avec Financière Boréale, SH Aurore, Edmond de Rothschild Asset Management, ERS, Le Cercle Edmond de Rothschild, Edmond de Rothschild Courtage Services et Edmond de Rothschild Corporate Finance

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation des Conseil de Surveillance du 25 mars 2003 et du 15 décembre 2005, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu des conventions d'intégration fiscale avec les filiales Financière Boréale, SH Aurore, Edmond de Rothschild Asset Management, ERS, Le Cercle Edmond de Rothschild, Edmond de Rothschild Courtage Services et Edmond de Rothschild Corporate Finance. Dans ces conventions, La

Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque et les filiales précitées ont souhaité formaliser la manière dont la charge d'impôt et les économies résultant du régime de l'intégration fiscale seront réparties entre elles.

Modalités :

Sur l'exercice 2006, le montant de l'impôt pour chacune des filiales est présenté dans le tableau ci-dessous:

En Euros	Date du conseil	Date de la convention	Montant de l'impôt
Financière Boréale	25-mars-03	15-sept-03	16.250
SH Aurore	25-mars-03	18-juin-03	-
Edmond de Rothschild Asset Management	25-mars-03	23-juin-03	15.973.497
ERS	25-mars-03	25-juil-03	2.000
Le Cercle Edmond de Rothschild	25-mars-03	25-juil-03	-
Edmond de Rothschild Courtage Services	25-mars-03	25-juil-03	2.502
Edmond de Rothschild Corporate Finance	15-déc-05	20-déc-05	16.250

4 - Convention de commissionnaire avec Edmond de Rothschild Asset Management

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation du Conseil de Surveillance du 12 décembre 2002, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu le 16 décembre 2002 une convention de commissionnaire avec la société Edmond de Rothschild Asset Management.

Modalités :

Dans le cadre des relations du Groupe avec les partenaires extérieurs promouvant la gamme d'O.P.C.V.M. gérés par Edmond de Rothschild Asset Management, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque mandate cette dernière pour effectuer le paiement aux partenaires de la contribution de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque au titre des conventions passées avec lesdits partenaires. La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque règle quant à elle sa contribution à Edmond de Rothschild Asset Management sur facture récapitulative à terme échu à la fin de chaque trimestre ou de chaque année. En 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a rémunéré sa filiale à hauteur de 2.825.973 euros hors taxes.

5 - Protocole commercial avec Assurances Saint-Honoré Patrimoine

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation du Conseil de Surveillance du 14 décembre 1999, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu le 11 janvier 2000 un protocole commercial avec Assurances Saint-Honoré avec effet rétroactif au 31 décembre 1999. En 2005, Assurances Saint-Honoré a réalisé un apport partiel d'actif d'une branche de son activité à la société Assurances Saint-Honoré Patrimoine. En conséquence, cette dernière est venue aux droits et obligations d'Assurances Saint-Honoré dans le cadre du protocole commercial.

Modalités :

La société Assurances Saint-Honoré Patrimoine rétrocède à La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque des commissions en rémunération de son apport d'affaires. Les commissions ainsi rétrocédées en 2006 à La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque par Assurances Saint-Honoré se sont élevées à 722.736 euros hors taxes.

6 - Assistance et gestion de Compagnie Financière Saint-Honoré

Nature et objet :

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu avec Compagnie Financière Saint-Honoré une convention pour la gestion administrative et financière de Compagnie Financière Saint-Honoré.

Modalités :

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque facture ses prestations à Compagnie Financière Saint-Honoré conformément à un mémoire des dépenses engagées pendant l'exercice écoulé pour la gestion de cette dernière. Le montant enregistré dans les comptes de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque en 2006 s'élève à 1.937.500 euros hors taxes.

7 - Protocole commercial avec Edmond de Rothschild Financial Services

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation du Conseil de Surveillance du 12 décembre 2000, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu avec Edmond de Rothschild Financial Services un protocole commercial arrêtant les conditions des services fournis par Edmond de Rothschild Financial Services. Ce protocole a pris effet au 1er décembre 2000. Cette convention a été modifiée par des avenants en date du 14 décembre 2001, du 27 juin 2003 et du 22 mars 2005.

Un avenant n°4 a été signé en date du 27 juin 2006.

Modalités :

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque rémunère sa filiale des prestations de services fournies par le biais d'une commission de placement et de négociation d'une part et d'une commission de conseil d'autre part. Au titre de l'exercice 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a rémunéré sa filiale à hauteur de 14.326.478 euros hors taxes, dont 12.682.979 euros de commissions de placement, 1.599.228 euros de commissions de conseil relatives aux nouveaux dossiers et 44.270 euros de commissions de conseil relatives aux anciens dossiers.

8 - Swap d'indice avec Edmond de Rothschild Financial Services

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation du conseil de surveillance du 12 décembre 2000, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu un swap d'indice avec Edmond de Rothschild Financial Services dont l'objectif est d'immuniser la banque des



éventuelles variations de marché sur produits structurés émis en prenant en compte les frais directs et indirects liés à ces instruments. Cette convention a été modifiée par un avenant en date du 22 mars 2005.

Modalités :

Le calcul du résultat du swap est réalisé chaque fin de mois et, au titre de l'exercice 2006, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a constaté des charges et produits s'élevant respectivement à 1.286.953 euros et 1.207.338 euros.

9 - Subvention d'exploitation à la société ERS

Nature et objet :

A la suite de l'autorisation donnée par le Conseil de Surveillance du 12 décembre 2000, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a conclu le 23 janvier 2001, avec la société ERS une convention de subvention d'exploitation dont les versements antérieurs à 2006 s'élèvent à 14.400.000 euros pour 14.900.000 euros autorisés.

Modalités :

En 2006, aucune nouvelle subvention d'exploitation n'a été versée.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 30 mars 2007

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Audit
Jacques Lévi

Cabinet Didier Kling
& Associés
Didier Kling



PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, des observations du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, des observations du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve le bilan consolidé et le compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2006, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, approuve les conventions visées audit rapport.

RÉSOLUTIONS

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le bénéfice distribuable, en euros, s'établit comme suit :

Bénéfice de l'exercice 2006	52.951.266,49
Report à nouveau précédent	4.331.309,23
Affectation à la réserve légale	- 127.836,00
Bénéfice distribuable	57.154.739,72

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

Distribution d'un dividende de 9,60 euros par action, soit	52.953.484,80
Report à nouveau	4.201.254,92

Il est rappelé que le dividende par action distribué au titre des trois derniers exercices était, en euros, de : 6,10 euros au titre de l'exercice 2005, 4,05 euros au titre de l'exercice 2004, et 5,80 euros au titre de l'exercice 2003. Le dividende 2006 sera mis en paiement à compter du 1^{er} juin 2007.

Le dividende attaché aux actions détenues en propre par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque sera affecté en report à nouveau.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Claude Janssen pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Henri-Paul Rousseau pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de censeur de Monsieur Jean Dumoulin pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à 500.000 euros le montant annuel des jetons de présence alloués au Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2006 et pour les exercices suivants.

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXES

BILAN ET HORS-BILAN CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

Actif	31.12.2006	31.12.2005
Opérations interbancaires et assimilées	1.601.420	1.315.205
Opérations avec la clientèle	218.177	184.188
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	542.794	659.846
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	35.876	26.080
Immobilisations corporelles et incorporelles	116.604	66.421
Ecarts d'acquisition	31.709	50.890
Comptes de régularisation et actifs divers	334.301	316.391
Total de l'actif	2.880.881	2.619.021
Passif	31.12.2006	31.12.2005
Opérations interbancaires et assimilées	103.600	83.358
Opérations avec la clientèle	1.175.547	968.441
Dettes représentées par un titre	872.893	994.862
Comptes de régularisation et passifs divers	372.071	299.727
Ecarts d'acquisition	25	86
Provisions	36.423	13.808
Intérêts minoritaires	10.786	6.086
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	309.536	252.653
• Capital souscrit	82.740	81.461
• Primes d'émission	96.363	89.170
• Réserves consolidées et autres (+/-)	57.372	45.445
• Résultat de l'exercice (+/-)	73.061	36.577
Total du passif	2.880.881	2.619.021
Hors-bilan	31.12.2006	31.12.2005
Engagements donnés de l'activité bancaire		
Engagements de financement	58.481	56.037
Engagements de garantie	743.100	597.437
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de garantie	62.787	72.202
Engagements sur titres	10.000	-

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en milliers d'euros)

	2006	2005
+ Intérêts et produits assimilés	154.158	179.390
- Intérêts et charges assimilées	- 129.782	- 161.391
+ Revenus des titres à revenu variable	2.875	1.449
+ Commissions (produits)	407.133	316.225
- Commissions (charges)	- 87.389	- 69.876
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	11.609	9.698
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	8.997	9.053
+ Autres produits d'exploitation bancaire	17.026	15.028
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 3.215	- 7.295
Produit net bancaire	381.412	292.281
- Charges générales d'exploitation	- 271.516	- 226.039
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	- 9.091	- 8.402
Résultat brut d'exploitation	100.805	57.840
+/- Coût du risque	- 337	5.452
Résultat d'exploitation	100.468	63.292
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	4.805	2.557
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	14.851	971
Résultat courant avant impôt	120.124	66.820
+/- Résultat exceptionnel	- 6.650	-
- Impôt sur les bénéfices	- 35.423	- 22.628
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	748	- 3.021
+/- Intérêts minoritaires	- 5.738	- 4.594
Résultat net - Part du Groupe	73.061	36.577
Résultat par action (en euros)	13,45	7,00
Résultat dilué par action (en euros)	13,40	6,85

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable. Ils sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2000-04 du Comité de la Réglementation Comptable, modifié par le règlement 2005-05 du Comité de la Réglementation Comptable.

NOTE 1 - PRINCIPES DE CONSOLIDATION

1.1. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés ont été établis à partir des comptes annuels de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

• Sociétés intégrées globalement

Les sociétés placées sous le contrôle exclusif de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres en portefeuille chacun des éléments de l'actif et du passif des filiales, puis à éliminer les opérations réciproques entre la société mère et ses filiales, ou entre filiales. La part des intérêts minoritaires, dans la situation nette et dans le résultat, est inscrite distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

• Sociétés mises en équivalence

Selon les règles édictées par le Comité de la Réglementation Comptable, les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable ont été consolidées sur la base de la méthode de la mise en équivalence.

N'ont toutefois pas été consolidées les participations à caractère non financier dont l'importance n'est pas significative ou qui ne sont pas destinées à rester durablement au sein du Groupe.

La mise en équivalence conduit à substituer à la valeur comptable des titres la quote-part revenant au Groupe dans la situation nette et les résultats de l'exercice des sociétés concernées.

1.2. Evolution du périmètre de consolidation

Comparé au 31 décembre 2005, le périmètre de consolidation a évolué comme suit, au 31 décembre 2006 :

- les sociétés Norfolk Mobility Benefits Inc. détenue à hauteur de 92,26 %, et MSH Limited détenue à hauteur de 92,24 %, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale,
- les sociétés EDREP Transactions et EdR Real Estate Management, créées en 2006 sont détenues à hauteur de 99,99 % et de 100,00 %. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.
- les sociétés Opticroissance et Omega Financial Solutions détenues, respectivement, à hauteur de 25,00 % et 20,00 %, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

1.3. Principes de consolidation

• Date de clôture

Les comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes sociaux de chaque société arrêtés au 31 décembre 2006, conformément aux règles applicables aux établissements de crédit pour ceux-ci et aux règles du plan comptable général pour les autres entreprises.

• Eliminations de consolidation

Les créances, dettes et engagements, ainsi que les produits et les charges résultant d'opérations entre sociétés consolidées par intégration globale, sont éliminés. Il en est de même pour les plus ou moins-values de cession. Les produits correspondant aux dividendes reçus de toutes les sociétés consolidées sont également éliminés pour la détermination du résultat consolidé.

• Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition ont été dégagés à l'occasion de prises de participation. Ces écarts d'acquisition ont été portés à l'actif ou au passif du bilan consolidé. Les écarts actifs sont généralement rapportés au compte de résultat par vingtième. Ils ne sont pas compensés avec les écarts passifs.

• Impôts différés

Des impôts différés, résultant des différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées, sont constatés pour prendre en compte l'incidence fiscale des retraitements.

• Conversion des comptes et états financiers en devises

La conversion des comptes et états financiers des filiales situées à l'étranger a été effectuée sur la base des principes suivants :

- éléments du bilan, hormis la situation nette : conversion aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture,
- éléments de la situation nette : conversion au cours de change historique,
- postes du compte de résultat : conversion sur la base du cours de change moyen de l'exercice.

Les différences de conversion qui résultent de l'évolution des cours de change des devises sont inscrites dans les fonds propres consolidés.

NOTE 2 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

• Conversion des opérations en devises

Celles-ci sont converties aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture de l'exercice. Les titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur en devises convertie au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de conversion constatés sur ces titres ne sont pas pris en compte dans le résultat.

• Crédits à la clientèle

Le Groupe applique les dispositions du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 du 12 décembre 2002, modifié par le règlement n° 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 novembre 2005, et l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2002-04 du 28 mars 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. L'application de ce règlement a pour conséquence de développer l'information financière en matière de risque de contrepartie et conduit à créer de nouvelles catégories de créances en comptabilité :

. Créances saines : les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

. Créances impayées : les échéances impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois (ou moins de six mois pour les crédits immobiliers) sont maintenues dans leur poste d'origine. Au-delà de ces délais, les crédits -pour l'intégralité des concours consentis au client- sont transférés en créances douteuses.

. Créances restructurées : les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration. Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sain, ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés.

Le Groupe définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc...), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité,
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause et report d'échéance).

. Créances douteuses : les éléments de bilan et les engagements par signatures relatifs à une contrepartie sont identifiés comme encours douteux au sein des systèmes d'information comptable dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré.

Un risque est avéré dès lors qu'il est probable qu'un établissement du Groupe ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Les éléments concernés sont identifiés soit par enregistrement comptable au sein des comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs.

Le Groupe classe en encours douteux les encours et engagements présentant un risque de crédit avéré au titre de chacune des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur,

- lorsque la situation de la contrepartie, à une opération de crédit ou à un engagement de hors-bilan, présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsqu'une société a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple),
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Au titre des procédures contentieuses à prendre en considération, on peut citer les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Parmi les encours douteux, le Groupe distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises,

- les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun redressement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis. Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis.

Les créances litigieuses sont les créances faisant l'objet de contestations tenant soit à la nature, soit au montant, sans que la solvabilité de la contrepartie ne soit en cause. Elles sont comptabilisées dans les mêmes comptes que les créances douteuses non compromises.

Provisionnement du risque de crédit avéré : lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, total ou partiel, apparaît avéré, les créances font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat et portées en déduction des actifs.

Conformément aux dispositions relatives à la date d'application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 modifié relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le Groupe applique la méthode d'actualisation des flux prévisionnels décrite à l'article 13 de ce règlement du Comité de la Réglementation Comptable lors de l'évaluation de la dépréciation.

• Portefeuille-titres

Les titres recouvrent, notamment, les valeurs suivantes, émises en France ou à l'étranger :

- valeurs mobilières -à revenu fixe ou à revenu variable-,
- bons du Trésor,
- autres titres de créances négociables,
- instruments du marché interbancaire.

Ces titres font l'objet d'un classement selon l'intention qui préside à leur détention et sont, conformément au règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière ainsi qu'au règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 en matière de détermination du risque de crédit et de la dépréciation concernant les titres à revenu fixe, répartis entre les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement et titres de participation et de filiales. Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai maximum de six mois.

Les titres de placement sont acquis avec un objectif de détention de plus de six mois, tout en étant, en principe, destinés à la revente à plus ou moins brève échéance.

Les titres d'investissement sont acquis avec une intention de détention durable et font l'objet d'une couverture spécifique du risque de taux ou de ressources affectées à leur financement.

La différence entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est amortie sur leur durée de vie résiduelle.

Les titres de participation et de filiales sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 5 % ou, éventuellement, inférieures à 5 %, lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la présence de représentants dans les organes de gestion ou l'existence d'une autre détention indirecte par le Groupe.

Les titres figurent à l'actif du bilan publiable dans les postes suivants :

- opérations interbancaires et assimilées,
- obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable,
- participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

• Immobilisations

Les immobilisations incorporelles correspondent, pour l'essentiel, à des fonds de commerce et des parts de marché. Les logiciels ont une durée d'amortissement qui varie de un à trois ans. Les amortissements concernant le matériel et le mobilier de bureau, le matériel informatique, les agencements et les installations ainsi que le matériel de transport s'établissent de la façon suivante :

- linéaire au taux de 10 à 25 %,
- dégressif aux taux de 37,5 % et 40 % (ou, respectivement, 62,5 % et 60 % pour les biens acquis entre le 1^{er} février 1996 et le 31 janvier 1997).

L'immeuble de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque est amorti sur une durée de vingt-cinq ans.

Le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004, applicable au 1^{er} janvier 2005, a supprimé la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler dans le cadre de la convergence des règles françaises vers les normes I.F.R.S. (International Financial Reporting Standards).

Désormais, les charges différées sont obligatoirement comptabilisées :

- à l'actif si elles respectent les critères généraux de définition et de comptabilisation des actifs ou qu'elles sont attribuables au coût d'entrée des actifs,
- en charge dans le cas contraire.

Le Groupe applique les dispositions du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable n° 2003-07 du 12 décembre 2003 et du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires directs).

Les logiciels informatiques demeurent en immobilisations incorporelles en cours jusqu'à la date de leur mise en service.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables correspond à la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise.

• Intérêts et commissions

Les intérêts et agios sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont également comptabilisées, pour l'essentiel, prorata temporis.

• Evaluation et revenus du portefeuille-titres

L'évaluation des titres du Groupe à la clôture de l'exercice repose sur les principes suivants :

- les titres de transaction font l'objet d'une valorisation au prix de marché constaté en date d'arrêté, les différences d'évaluation positives ou négatives étant inscrites en compte de résultat,
- les titres de placement sont évalués au plus bas de leur valeur d'entrée et de leur valeur boursière (cours de bourse moyen du mois de décembre), ou de leur valeur probable de négociation en cas de titres non cotés. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, seules les moins-values latentes étant comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille-titres,
- les titres d'investissement, couverts en risque de taux, ne font pas l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de marché s'avère inférieure à leur valeur comptable. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées,
- les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage.

Lorsqu'il s'agit de titres cotés, le cours boursier n'en constitue pas le seul critère d'appréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille-titres.

• Résultat sur instruments financiers à terme

Les principes comptables adoptés sont ceux définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les instructions de la Commission Bancaire et les avis du Conseil National de la Comptabilité. Ces principes reposent essentiellement sur la nature des opérations effectuées, leur qualification et le type de marché sur lequel elles sont traitées :
- opérations d'échange de conditions d'intérêts ("swaps" de taux).
Les résultats de ces instruments, utilisés dans le cadre de la couverture d'opérations identifiées dès l'origine, font l'objet d'une inscription en compte de résultat d'une manière identique à la comptabilisation des produits et charges des éléments couverts,
- opérations sur contrats à terme portant sur des taux d'intérêt (notionnel, "Euribor", etc.).

Les gains ou pertes en couverture d'opérations sur le marché physique des capitaux sont répartis sur la durée restant à courir des opérations couvertes. Lorsque les contrats ne sont pas dénoués, deux méthodes de comptabilisation sont retenues :

- marchés organisés et assimilés : les gains, ou pertes, résultant de l'évaluation des contrats sont enregistrés en résultat,
- gré à gré : seules les moins-values latentes sont provisionnées.

- contrats de garantie de taux ("FRA")
Les produits et charges de FRA en couverture sont portés en compte de résultat de façon symétrique aux produits et charges de l'élément couvert. Dans le cas d'opérations de marché, les gains et pertes sont constatés dans le compte de résultat lors du dénouement de l'opération,
- options (de change, de taux, sur indices, sur actions)

Les primes sont enregistrées en compte d'attente à l'initiation des contrats. A leur dénouement, s'il s'agit d'opérations de couverture, elles sont rapportées de façon symétrique aux résultats des opérations couvertes. S'il s'agit d'opérations de marché, elles sont inscrites en compte de résultat. Pour les contrats non dénoués dans le cadre d'opérations de marché, les options sont revalorisées en date de situation.

L'écart de valorisation est porté en compte de résultat dans le cas de produits traités sur un marché organisé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values latentes sont provisionnées.

• Engagements de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Désormais, les banques adhèrent aux régimes Agirc et Arrco. La caisse de retraite (CRPB) à laquelle adhère La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque subsiste et assume le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape, d'abord au moyen de ses réserves et complétées, en tant que de besoin, par des cotisations annuelles à la charge de la Banque, dont le taux moyen sur les dix prochaines années est plafonné à 4 % de la masse salariale.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a procédé à l'évaluation des engagements financiers liés au changement de régimes de retraite et constitué une provision destinée à couvrir ces engagements. Lors de la première application de ce régime, cette provision a été constituée par un prélèvement sur les réserves de la Banque. Elle fait ensuite l'objet d'un ajustement par le biais du compte de résultat.

• Provision pour gratifications d'ancienneté

Dans le cadre de la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 et du règlement n° 2000-06 sur les passifs, une provision correspondant aux versements probables destinés à récompenser certains salariés présents dans l'entreprise (gratifications prévues lors de l'octroi de médailles d'honneur du travail) a été constituée à la clôture de l'exercice. Au 31 décembre 2006, cette provision s'élève à un total de 1.061 milliers d'euros.

• Autres engagements sociaux

Il n'est pas constitué de provisions au titre des indemnités de fin de carrière qui seront à verser, à l'exception des sociétés suivantes : Edmond de Rothschild Corporate Finance et Edmond de Rothschild Financial Services. Elles sont comptabilisées en charges lors de leur versement.

• Participation des salariés

Une provision a été constituée sur la base d'un accord conventionnel applicable à l'Unité Economique et Sociale de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

• Régime fiscal de groupe

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a opté avec certaines de ses filiales pour le régime fiscal de groupe. Le périmètre du Groupe comprend, en 2006, huit filiales. Les conventions signées entre ces dernières et la société mère reposent sur le principe de la prise en compte immédiate dans le résultat de la société mère de l'impact du régime de groupe (différence, positive ou négative, entre l'impôt groupe et l'impôt de chaque filiale calculé en l'absence de régime de groupe).

• Impôt différé

L'imposition différée, qui résulte du décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit, ou d'une charge, et sa prise en compte dans le résultat fiscal, fait l'objet d'un enregistrement au bilan et au compte de résultat. Au bilan, les impôts différés sont compris dans les comptes de régularisation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement du taux d'imposition et les variations enregistrées en compte de résultat. Par ailleurs, l'impôt différé a enregistré la contribution sociale sur les bénéfices prévue par la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999.

L'examen de la situation fiscale de chaque entité conduit à n'enregistrer, en imposition différée, que la charge d'impôt réellement économisée par le jeu des décalages temporaires d'imposition.

2.2. Options réglementaires

La Banque n'utilise pas la faculté prévue dans le règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire d'étaler en compte de résultat les primes et décotes des titres de placement. Les primes et décotes des titres d'investissement sont étalées en compte de résultat selon la méthode du calcul actuariel.

NOTE 3 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

3.1. Opérations interbancaires et assimilées (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Caisses, banques centrales, CCP	15.034	9.813
Effets publics et valeurs assimilées	146.326	108.042
Créances sur les établissements de crédit		
· A vue	470.525	272.972
· A terme	956.986	918.158
Sous-total	1.588.871	1.308.985
Créances rattachées	12.549	6.220
Total brut	1.601.420	1.315.205
Dépréciations	-	-
Total net	1.601.420	1.315.205

3.2. Opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Autres concours à la clientèle		
· Crédits	45.567	52.108
Sous-total	45.567	52.108
Comptes ordinaires débiteurs *	171.831	130.131
Total brut	217.398	182.239
Créances douteuses **	4.756	6.137
Dépréciations créances douteuses	- 3.977	- 4.188
Total ***	218.177	184.188

* Aucun client, classé en créances douteuses au 31 décembre 2005, n'a fait l'objet au cours de l'exercice 2006 d'un reclassement en créances saines.

** Les encours douteux compromis s'élevaient à 4.247 milliers d'euros au 31 décembre 2006, dépréciés à hauteur de 3.702 milliers d'euros, soit un montant net de 545 milliers d'euros.

*** Y compris des créances rattachées pour, respectivement, 2.089 milliers d'euros en 2006 et 1.215 milliers d'euros en 2005.

3.3. Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	Fixe	Variable	Total	Fixe	Variable	Total
Transaction	1.196	28	1.224	-	28	28
Placement	18.215	137.521	155.736	31.815	109.146	140.961
Investissement	369.722	-	369.722	502.220	-	502.220
Actions propres	-	13.556	13.556	-	13.513	13.513
Sous-total	389.133	151.105	540.238	534.035	122.687	656.722
Créances rattachées	4.369	-	4.369	3.974	-	3.974
Total brut	393.502	151.105	544.607	538.009	122.687	660.696
Dépréciations	-	- 1.813	- 1.813	-	- 850	- 850
Total net	393.502	149.292	542.794	538.009	121.837	659.846

Au cours de l'exercice, aucun titre de transaction n'a fait l'objet de reclassement en titres de placement.

La rubrique "Titres de placement" enregistre un montant de 2,13 millions d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée émis par Financière Eurafrrique. Le montant de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est, respectivement de 243,64 millions d'euros et 299,15 millions d'euros.

La différence entre la valeur nette comptable des titres d'investissement et leur valeur de remboursement est de 124,22 millions d'euros.

Des titres d'investissement d'une valeur comptable de 35.871 milliers d'euros venus à échéance, ont été remboursés.

Le montant des actions propres s'élevait à 13,556 millions d'euros dont 0,792 million d'euros qui se rapportent à celles détenues par Edmond de Rothschild Multi Management contre 0,749 million d'euros au 31 décembre 2005 et 12,764 millions qui se rapportent à celles détenues par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

Ces dernières n'ont pas fait l'objet de mouvement, durant l'exercice 2006. Le montant des plus-values latentes des titres de placement à revenu variable s'élevait à 9,37 millions d'euros en 2006 contre 7,24 millions d'euros en 2005.

Parmi les titres de placement, les actions et parts d'O.P.C.V.M. se répartissent comme suit, en milliers d'euros :

	31.12.2006			31.12.2005		
	Français	Etranger	Total	Français	Etranger	Total
O.P.C.V.M. de capitalisation	123.872	3.008	126.880	94.107	1.000	95.107
Autres O.P.C.V.M.	2.331	-	2.331	3.649	-	3.649
Total	126.203	3.008	129.211	97.756	1.000	98.756

3.4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Brut Dépréciations	Net	Brut Dépréciations	Net
Etablissements de crédit *	133	-	133	4.100
Autres entreprises financières **	21.817	-	21.817	18.450
Autres entreprises non financières ***	14.351	- 425	13.926	3.782
Total	36.301	- 425	35.876	26.332

* Figurait en 2005 des titres de la société Rothschild et Compagnie Banque pour 3.967 milliers d'euros, ces titres ont été cédés durant le 1^{er} semestre 2006.

** Dont 8.737 milliers d'euros correspondant au montant de la participation du Groupe dans Edmond de Rothschild Limited contre 7.250 milliers d'euros sur l'exercice précédent et 13.066 milliers d'euros dans la Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco contre 11.186 milliers d'euros en 2005 (entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence).

*** Dont 141 milliers d'euros correspondant au montant de la participation dans Sofinergie 5 contre 1.401 milliers d'euros en 2005 ; 844 milliers d'euros dans Sofinergie 4 montant identique à l'exercice précédent et 10.689 milliers d'euros relatifs à l'acquisition de titres Paris Orléans.

3.5. Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

	Début exercice	Acquisitions/dotations	Cessions/reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Fonds de commerce et parts de marché (dont droit au bail)*	25.904	51.082	-	- 210	76.776
Autres immobilisations incorporelles	33.677	1.790	- 235	396	35.628
Immobilisations incorporelles en cours	811	1.640	- 105	- 1.190	1.156
Total	60.392	54.512	- 340	- 1.004	113.560
Amortissement - Dépréciation					
Autres immobilisations incorporelles	- 28.443	- 3.330	115	615	- 31.043
Total	- 28.443	- 3.330	115	615	- 31.043
Valeur nette comptable	31.949	51.182	- 225	- 389	82.517

* Un actif incorporel résultant de l'évaluation définitive des actifs et passifs rattachés au sous-groupe Assurances & Conseils Saint-Honoré et s'élevant à 72,6 millions d'euros, est considéré comme des parts de marché, soumis à des tests de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur, conformément à l'avis n° 2006-E du 6 décembre 2006 du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité.

**3.6. Immobilisations corporelles** (en milliers d'euros)

	Début exercice	Acquisitions/ dotations	Cessions/ reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains	11.434	-	-	-	11.434
Constructions	20.431	-	-	-	20.431
Matériel informatique	12.684	1.962	- 63	73	14.656
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	28.603	2.364	- 1.567	763	30.163
Immobilisations corporelles en cours	269	1.612	-	- 914	967
Total	73.421	5.938	- 1.630	- 78	77.651
Amortissement - Dépréciation					
Constructions	- 14.289	- 844	-	-	- 15.133
Matériel informatique	- 8.402	- 2.343	69	26	- 10.650
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	- 16.258	- 2.574	1.035	16	- 17.781
Total	- 38.949	- 5.761	1.104	42	- 43.564
Valeur nette comptable	34.472	177	- 526	- 36	34.087

3.7. Ecarts d'acquisition actifs et passifs (en milliers d'euros)

	Ecart d'acquisition Actif	Ecart d'acquisition Passif
Brut début d'exercice	54.830	199
Amortissement	- 3.940	- 113
Net début d'exercice	50.890	86
Augmentation *	- 20.203	- 173
Dotations/reprises	1.022	112
Net fin d'exercice	31.709	25

* Au 31 décembre 2006, le Groupe dispose de l'évaluation définitive des actifs et passifs identifiables rattachés au sous-groupe Assurances & Conseils Saint-Honoré, dont il a pris le contrôle au cours de l'exercice 2005.

Cette évaluation a mis en évidence l'existence d'actifs incorporels non amortissables qui jusqu'à présent avaient été comptabilisés en écart d'acquisition. A la clôture de l'exercice, les éléments incorporels non amortissables ont été enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur à la date prise de contrôle. L'écart d'évaluation constaté sur ces éléments a eu pour effet de diminuer l'écart d'acquisition enregistré précédemment de 46.807 milliers d'euros.

En conformité avec le paragraphe n° 221 du CRC 99-07, l'écart d'évaluation des actifs incorporels non amortissables par rapport à la quote-part de capitaux propres antérieurement consolidée par mise en équivalence, a été porté directement dans les réserves consolidées.

3.8. Comptes de régularisation - actifs et passifs divers (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	11.403	11.043	2.446	2.446
Impôts différés	6.077	4.979	4.575	6.497
Valeurs reçues à l'encaissement	14.011	-	2.460	-
Dépôts de garantie versés	2.457	-	2.702	-
Charges constatées d'avance	15.579	-	35.700	-
Produits à recevoir	167.118	-	172.555	-
Produits constatés d'avance	-	22.429	-	24.081
Charges à payer	-	149.180	-	114.413
Autres actifs et autres passifs divers	117.656	184.440	95.953	152.290
Total	334.301	372.071	316.391	299.727

3.9. Opérations interbancaires et assimilées (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Dettes sur les établissements de crédit		
· A vue	75.126	61.104
· A terme	28.474	22.254
Total	103.600	83.358

3.10. Opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
· Comptes d'épargne à régime spécial	552	27.282	27.834	499	26.023	26.522
· Dettes rattachées	14	-	14	15	-	15
Sous total	566	27.282	27.848	514	26.023	26.537
Autres dettes						
· Comptes ordinaires de la clientèle	321.875	-	321.875	183.590	-	183.590
· Comptes créditeurs à terme	-	77.763	77.763	-	62.569	62.569
· Titres donnés en pension livrée	648.116	97.270	745.386	514.207	180.586	694.793
· Autres dettes diverses	1.452	-	1.452	163	199	362
· Dettes rattachées	548	675	1.223	115	475	590
Sous total	971.991	175.708	1.147.699	698.075	243.829	941.904
Total	972.557	202.990	1.175.547	698.589	269.852	968.441

3.11. Dettes représentées par un titre (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Bons de caisse	156	156
Titres du marché interbancaire et créances négociables	736.489	816.454
Emprunts obligataires	32.537	38.990
Sous-total	769.182	855.600
Dettes rattachées	103.711	139.262
Total	872.893	994.862

3.12. Provisions (en milliers d'euros)

	Débit d'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres	Fin d'exercice
Provisions pour charges						
Provisions pour engagements de retraite	542	100	-	248	-	394
Provisions pour médailles du travail	923	160	22	-	-	1.061
Provisions pour charges sur actions propres	1.455	1.486	-	-	-	2.941
Autres provisions pour charges	3.969	15.438	680	2.640	-	16.087
Sous-total	6.889	17.184	702	2.888	-	20.483
Provisions pour risques						
Provisions pour litiges	5.821	9.781	488	621	-	14.493
Provisions pour risques sur titres de placement	225	1.213	395	831	-	212
Autres provisions pour risques	873	372	-	10	-	1.235
Sous-total	6.919	11.366	883	1.462	-	15.940
Total	13.808	28.550	1.585	4.350	-	36.423

Un régime de retraite "sur-complémentaire" a été mis en place en décembre 2004. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le champ d'application des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Une modification du régime portant sur l'assiette des rémunérations prise en compte pour la détermination des droits et plafonnant le montant des prestations du régime est intervenue en 2006 ; la dette actuarielle au taux de 4,25 % au 31 décembre 2005 est passée de ce fait de 21.596 à 15.829 milliers d'euros au 31 décembre 2006 au taux de 4,50 %.

Le montant qui aurait été provisionné, en application de la méthode préférentielle, non retenue par le Groupe, serait de 12.616 milliers d'euros au 31 décembre 2006 (contre 12.825 milliers d'euros au 31 décembre 2005). Les actifs du régime sont valorisés à 3.116 milliers d'euros au 31 décembre 2006 et le coût des services passés net résiduel s'élève à 97.000 euros.

Les provisions ne comprennent pas les indemnités de fin de carrière pour un montant de 2.348 milliers d'euros en 2006.

La provision pour engagements de retraite a fait l'objet d'une reprise nette calculée en fonction des informations fournies par la Caisse de Retraite de la Profession Bancaire (CRPB) sur les engagements dus au 31 décembre 2006. Des actions propres ont été attribuées gratuitement à des collaborateurs. Celles-ci font l'objet d'une provision pour charges étalée sur la période d'attribution.

3.13. Variation des capitaux propres consolidés (en milliers d'euros)

	Début d'exercice	Augmentation de capital	Affectation du résultat	Autres variations	Fin d'exercice
Part du Groupe					
· Capital	81.461	1.279	-	-	82.740
· Primes d'émission	89.170	7.193	-	-	96.363
· Réserves	45.445	-	4.504	7.423	57.372
· Résultat 2005	36.577	-	- 36.577	-	-
Sous-Total	252.653	8.472	- 32.073	7.423	236.475
Résultat 2006	-	-	-	-	73.061
Total Groupe	252.653	8.472	- 32.073	7.423	309.536
Part des minoritaires					
· Réserves	1.492	-	- 388	3.944	5.048
· Résultat 2005	4.594	-	- 4.594	-	-
· Résultat 2006	-	-	-	-	5.738
Total minoritaires	6.086	-	- 4.982	3.944	10.786

NOTE 4 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Intérêts et produits assimilés (en milliers d'euros)

	2006	2005
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	112.767	129.161
Produits sur opérations avec la clientèle	8.155	5.629
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	23.067	19.770
Autres intérêts et produits assimilés	10.169	24.830
Total	154.158	179.390

4.2. Intérêts et charges assimilés (en milliers d'euros)

	2006	2005
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	73.362	42.163
Charges sur opérations avec la clientèle	24.732	17.744
Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	23.371	89.627
Autres intérêts et charges assimilés	8.317	11.857
Total	129.782	161.391

4.3. Revenus des titres à revenu variable

Ils proviennent, pour l'essentiel, des titres de participation.

4.4. Commissions (en milliers d'euros)

	2006		2005	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	149	-	115
Opérations avec la clientèle	21	-	35	-
Opérations sur titres	-	501	-	244
Opérations de change	11	-	10	-
Opérations de hors-bilan				
· Instruments financiers à terme	120	84	22	15
Prestations de services financiers	405.775	86.470	316.611	68.167
Dotations / reprises liées aux provisions	1.206	185	- 453	1.335
Total	407.133	87.389	316.225	69.876

4.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (en milliers d'euros)

	2006			2005		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Titres de transaction	435	-	435	327	1	326
Opérations de change	67.437	56.608	10.829	42.072	32.811	9.261
Instruments financiers à terme	412	67	345	1.607	1.496	111
Total	68.284	56.675	11.609	44.006	34.308	9.698



4.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (en milliers d'euros)

	2006			2005		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Cessions	10.542	595	9.947	10.006	7.943	2.063
Dotations / reprises liées aux dépréciations	49	1.012	- 963	4.829	41	4.788
Dotations / reprises liées aux provisions	1.226	1.213	13	2.683	481	2.202
Total	11.817	2.820	8.997	17.518	8.465	9.053

4.7. Autres produits d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)

	2006	2005
Refacturation de charges	8.622	6.160
Autres produits accessoires	5.344	3.366
Divers	3.060	5.502
Total	17.026	15.028

4.8. Autres charges d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)

	2006	2005
Rétrocession de produits	981	411
Divers	2.234	6.884
Total	3.215	7.295

4.9. Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)

	2006	2005
Salaires et traitements	93.487	85.571
Charges de retraite	9.765	7.856
Charges sociales	30.276	31.592
Intéressement des salariés	1.296	1.361
Participation des salariés	4.595	3.204
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	8.490	6.454
Dotations aux provisions pour frais de personnel	15.884	3.442
Reprises de provisions pour frais de personnel	- 1.522	- 740
Sous-total frais de personnel	162.271	138.740
Impôts et taxes	10.301	8.654
Locations	12.204	10.959
Services extérieurs	84.351	66.578
Transports et déplacements	1.584	1.207
Autres charges diverses d'exploitation	199	237
Dotations aux provisions pour frais administratifs	2.344	1.552
Reprises de provisions pour frais administratifs	- 1.738	- 1.888
Sous-total frais administratifs	109.245	87.299
Total	271.516	226.039

4.10. Coût du risque (en milliers d'euros)

	2006	2005
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	- 762	- 359
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-	- 296
Reprises sur dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles	94	63
Reprises liées aux provisions	-	6.043
Récupérations sur créances amorties	331	1
Total	- 337	5.452

4.11. Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)

Il ressort en solde net à - 6.650 milliers d'euros en 2006, représentant une provision relative à un litige en cours avec un tiers.

4.12. Impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)

	2006	2005
Résultat net de l'ensemble consolidé	78.799	41.171
Impôt sur les bénéfices	35.423	22.628
Résultat avant impôt	114.222	63.799
Provisions et charges non déductibles	1.886	5.745
Quote-part dans les bénéfices réalisés par un GIE	-	390
Régime mère/fille	278	- 827
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	- 4.787	- 2.557
Produits divers non imposables	- 5.610	- 405
Éléments imposés à taux réduit	- 15.024	- 2.118
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	90.965	64.027
Taux d'impôt	34,43 %	34,93 %
Résultat avant impôt soumis au taux réduit	15.024	2.118
Taux d'impôt	8,26 %	15,23 %
Impôt théorique	32.561	22.687
Création de déficit non comptabilisé	1.586	721
Utilisation de déficit non comptabilisé	- 1.092	- 800
Dotations / reprises de provisions de nature fiscale	1.932	- 36
Divers	436	56
Impôt total calculé	35.423	22.628
· Dont impôts exigibles	36.515	21.982
· Dont impôts différés	- 3.024	682
· Dont dotations / reprises de provisions de nature fiscale	1.932	- 36

NOTE 5 - NOTES SUR LE HORS-BILAN

5.1. Opérations sur instruments financiers à terme
(en milliers d'euros)

Les opérations sur les instruments de taux d'intérêt sont classées en portefeuille de micro-couverture. Les opérations conditionnelles sur instruments de cours de change peuvent être effectuées dans le cadre de la gestion spécialisée d'un portefeuille ou font l'objet d'un adossement. Les engagements sur instruments financiers à terme -dont la valeur nominale des contrats est exprimée en milliers d'euros- se décomposent de la manière suivante :

Au 31 décembre 2006	Micro-couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
· "Swaps de devises"	1.707.593	1.785.228	-	-	1.707.593	1.785.228
Total	1.707.953	1.785.228	-	-	1.707.593	1.785.228

Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
· "Swaps de taux"	1.292.872	706.463	-	-	1.292.872	706.463
Contrats conditionnels						
· "Autres contrats"	55.193	59.952	-	-	55.193	59.952
Total	1.348.065	766.415	-	-	1.348.065	766.415

Au 31 décembre 2005	Micro-couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
· "Swaps de devises"	1.216.031	1.079.928	-	-	1.216.031	1.079.928
Total	1.216.031	1.079.928	-	-	1.216.031	1.079.928

Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
· "Swaps de taux"	1.279.749	807.154	-	-	1.279.749	807.154
Contrats conditionnels						
· "Autres contrats"	8.737	8.737	-	-	8.737	8.737
Total	1.288.486	815.891	-	-	1.288.486	815.891

La ventilation par durée résiduelle des engagements ci-dessus se présente ainsi (en milliers d'euros) :

Au 31 décembre 2006	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	1.686.501	1.785.228	15.034	-	6.058	-
Marchés de gré à gré	442.402	645.133	517.574	58.979	388.089	62.303

Au 31 décembre 2005	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	1.195.261	1.075.984	14.029	3.944	6.741	-
Marchés de gré à gré	442.346	708.153	567.757	107.738	278.383	-

5.2. Juste valeur des opérations sur instruments financiers à terme (en milliers d'euros)

La juste valeur des instruments financiers à terme est déterminée par référence à leur valeur de marché calculée quotidiennement dans le cadre de mesure de risque de contrepartie.

	Valeur positive		Valeur négative	
	2006	2005	2006	2005
Marchés organisés et assimilés				
Contrats fermes				
· "Swaps de devises"	7.369	15.463	- 7.535	- 16.127
Marchés de gré à gré				
Contrats fermes				
· "Swaps de taux"	76.918	86.344	- 32.465	- 32.779
Contrats conditionnels				
· "Indices"	11.358	2.454	- 11.198	- 2.454



NOTE 6 - INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVÉS

6.1. Nature et méthodologie du calcul

Les calculs des montants des équivalents risques et des compensations sont effectués selon les principes énoncés par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière dans les règlements n° 91-05 et 95-02 et par la Commission Bancaire dans l'instruction n° 96-06. La valeur de remplacement positive des équivalents risques correspond à l'évaluation au prix de marché des contrats, avant prise en compte des effets de la compensation et des garanties reçues.

La majoration brute est le résultat du montant notionnel de l'opération auquel est appliqué un coefficient de pondération. La majoration nette, quant à elle, est calculée selon la formule définie dans l'instruction n° 96-06 : majoration nette = 0,4 x majoration brute + 0,6 x RNB x majoration brute dans laquelle le RNB représente le rapport du coût de remplacement net sur le coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable. Les taux de pondération retenus pour les types de contrepartie correspondent à celles définies dans le règlement n° 91-05 : 20 % pour les banques et 50 % pour les clients.

6.2. Ventilation des équivalents risques pondérés par type de contrepartie (en milliers d'euros)

	Risques pondérés bruts		Risques pondérés nets	
	2006	2005	2006	2005
Banques	32.084	32.528	17.197	11.868
Clients	22.862	20.352	22.639	18.855

6.3. Effet, en montant, des compensations sur la somme des équivalents risques pondérés (en milliers d'euros)

	Effet du netting		Effet de la collatéralisation	
	2006	2005	2006	2005
Banques	7.781	8.098	7.106	12.562
Clients	223	1.497	-	-

NOTE 7 - INFORMATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

7.1. Analyse des agrégats du produit net bancaire (en milliers d'euros)

L'analyse du produit net bancaire par grands secteurs d'activité, qui s'extrait de la présentation purement comptable du compte de résultat publiable, peut être résumée, très globalement, comme suit :

	2006	2005
P.N.B. Publiable	381.412	292.281
Solde net des opérations sur portefeuille-titres	- 1.828	116
Résultat net sur options d'achat d'actions attribuées aux salariés	- 638	399
Solde net des dotations / reprises liées aux provisions	648	2.361
Reclassement frais d'exploitation bancaire	- 4.714	- 2.778
Pertes et profits sur exercices antérieurs	- 1.118	316
Divers	35	- 1.179
Approche économique du P.N.B.	373.797	291.516
Gestion d'actifs	260.116	199.462
Activité à marge	8.768	5.913
Opérations de marchés	14.317	10.962
Conseil aux entreprises	12.091	9.521
Commissions de courtage d'assurances	69.805	60.138
Portefeuille-titres et divers	8.700	5.520

Bénéficiant d'un contexte de marché et d'une conjoncture boursière favorables, les différents pôles de la **gestion d'actifs** du groupe de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque continuent de connaître une forte croissance. Leurs revenus nets – qui s'établissent à 260,1 millions d'euros – augmentent de 30,4 % en 2006, alors qu'ils avaient déjà progressé de 38,5 % l'année précédente.

Les métiers de la gestion d'actifs privée et collective enregistrent, en 2006, une activité commerciale toujours soutenue grâce, notamment, à la croissance de la collecte nette (2,6 milliards d'euros) et ce, tant dans le secteur de la clientèle privée (+ 16,3 %) que dans celui de la gestion collective au sein duquel la multigestion, en particulier, affiche une progression de près de 40 % de collecte nette. Globalement, les actifs sous gestion du Groupe s'accroissent de 21,6 % d'une année à l'autre, portés également par la hausse des marchés financiers.

Ainsi, grâce à la collecte, aux performances des marchés et au renforcement de la part des véhicules collectifs actions et diversifiés, les commissions de gestion brutes des O.P.C.V.M. enregistrées par les différentes filiales de gestion de la Banque continuent d'augmenter fortement d'un exercice à l'autre (+ 36,2 % en 2006).

Dans ces conditions, les commissions financières récurrentes – assises sur les capitaux gérés et incluant le courtage d'assurances – représentent, au total, 74 % du produit net bancaire consolidé.

Par ailleurs, en raison des souscriptions soutenues dans les O.P.C.V.M., les droits d'entrée progressent à nouveau en 2006 (+ 16,3 %). La bonne tenue des marchés financiers en 2006 concourt également à la croissance significative des commissions de bourse (+ 38,4 %, contre + 18,3 % en 2005). Les revenus des produits structurés sur taux et actions au sein du Groupe – y inclus la part des minoritaires de la filiale Edmond de Rothschild Financial Services et de sa société de gestion – sont en hausse de 5,6 %.

Cette classe d'actifs a poursuivi son développement en 2006, mais les résultats issus de l'animation de son marché secondaire ont sensiblement diminué d'un exercice à l'autre.

L'activité à marge (dépôts et crédits), désormais essentiellement liée à la gestion d'actifs pour le compte de la clientèle privée, ne représente plus que 2,3 % du produit net bancaire consolidé.

Les opérations de marchés de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque – essentiellement axées sur l'intermédiation, en particulier de la clientèle – enregistrent une hausse sensible de leurs recettes en 2006 (+ 30,6 %) et totalisent 3,8 % du produit net bancaire consolidé. Celles-ci progressent surtout dans le secteur des changes (+ 35,9 %) en raison, principalement, de l'augmentation des opérations de bourse étrangère.

Le résultat de la table de la "Trésorerie Euros/Négociation" s'avère, quant à lui, quasiment stable d'un exercice à l'autre.

Dans un environnement économique favorable, les activités d'assistance et de conseil aux entreprises poursuivent leur développement et les honoraires facturés par le Groupe – en particulier, par sa filiale Edmond de Rothschild Corporate Finance – s'accroissent de 27 % en 2006.

Les commissions de courtage d'assurances du groupe Assurances & Conseils Saint-Honoré progressent de 16,1 % en 2006 pour atteindre 69,8 millions d'euros. Cette évolution est principalement due à l'assurance-vie individuelle – dont le chiffre d'affaires net s'accroît de 41 % d'une année à l'autre – mais également aux secteurs de la prévoyance santé internationale (+ 29 %, y inclus l'acquisition de la société Norfolk au Canada) et France (+ 11 %). En revanche, le métier de l'IARD enregistre un certain tassement de son activité.

La hausse des recettes du portefeuille titres et revenus divers du Groupe d'un exercice à l'autre (+ 3,2 millions d'euros) est due, principalement, à l'amélioration des revenus de sa trésorerie disponible.

7.2. Règles de détermination des contributions par secteur d'activité

Elles répondent essentiellement aux principes suivants :

- l'activité de gestion d'actifs enregistre un résultat composé de commissions nettes,
- pour le secteur de la banque commerciale, la marge nette des opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle est déterminée en tenant compte, en particulier, des contrats internes de refinancement conclus entre les départements commerciaux et la table "Trésorerie Euros",
- les opérations de marché traitées par les tables "Trésorerie Euros" et "Trésorerie Devises" enregistrent le résultat des opérations de refinancement (au taux du marché monétaire ou de contrats internes) avec les autres secteurs d'intermédiation bancaire du Groupe.

NOTE 8 - SOCIÉTÉS RETENUES POUR LA CONSOLIDATION

	% d'intérêts		% de contrôle	
	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2005
Intégration globale				
Société de Portefeuille				
· Financière Boréale **	99,96	99,96	99,96	99,96
Entreprises d'Investissement				
· Edmond de Rothschild Financial Services	91,64	76,20	91,64	76,20
· Edmond de Rothschild S.I.M. SpA *	99,99	99,99	100,00	100,00
Sociétés de Gestion				
· Edmond de Rothschild Asset Management **	99,99	99,99	99,99	99,99
· RFS Gestion	91,64	76,20	99,99	99,99
· Edmond de Rothschild Multi Management	80,15	80,83	80,15	80,83
· Edmond de Rothschild S.G.R. SpA *	100,00	99,70	100,00	99,70
· Edmond de Rothschild Private Equity Partners	99,99	99,99	99,99	99,99
· Edmond de Rothschild Investment Partners	71,29	74,77	71,29	74,78
· Edmond de Rothschild Capital Partners	60,00	60,00	60,00	60,00
· EdR Real Estate Management *	100,00	-	100,00	-
· UK Private Equity Partners Ltd *	99,99	99,99	100,00	100,00
· Edmond de Rothschild Private Equity Select LLP *	75,00	75,00	75,00	75,00
Sociétés de Conseil				
· Edmond de Rothschild Corporate Finance **	99,99	99,99	99,99	99,99
· Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales **	99,99	99,99	100,00	100,00
· EDREP Transactions	99,99	-	100,00	-
· Edmond de Rothschild Investment Services Limited *	67,00	67,00	67,00	67,00
Sociétés d'Assurance				
· Edmond de Rothschild Courtage Services **	98,89	98,89	100,00	100,00
· Assurances & Conseils Saint-Honoré	92,27	92,23	92,27	92,23
· Assurances Saint-Honoré	92,22	92,18	99,94	99,91
· Mobility Saint-Honoré	92,24	92,10	99,99	99,88
· Mobility Saint-Honoré Canada *	92,26	92,16	100,00	100,00
· MSH Limited *	92,24	-	100,00	-
· Norfolk Mobility Benefits Inc. *	92,26	-	100,00	-
· Continental Média Assurance	92,22	92,18	100,00	100,00
· Assurances Saint-Honoré Patrimoine	92,22	92,18	100,00	100,00
· Ingénierie Monétaire et Bancaire	92,25	92,15	100,00	100,00
Divers				
· Le Cercle Edmond de Rothschild **	99,24	99,24	100,00	100,00
· ERS **	99,24	99,24	99,24	99,24
Mise en équivalence				
Banque				
· Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco	45,63	46,00	45,63	46,00
Entreprise d'Investissement				
· Edmond de Rothschild Limited *	20,00	20,00	20,00	20,00
Société de Conseil				
· Opticroissance	25,00	-	25,00	-
Divers				
· Omega Financial Solutions	18,33	-	20,00	-

* Société étrangère

** Société intégrée fiscalement en 2006

**NOTE 9 - EFFECTIF MOYEN**

	2006	2005
Effectif moyen des sociétés françaises	964	930
· Techniciens	357	371
· Cadres	607	559
Effectif moyen des sociétés étrangères	109	58
Effectif global	1.073	988

NOTE 10 - DIVERS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque est incluse par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Compagnie Financière Saint-Honoré.

COMPTES SOCIAUX ET ANNEXES

BILAN ET HORS-BILAN DE LA SOCIÉTÉ MÈRE (en milliers d'euros)

Actif	31.12.2006	31.12.2005
Caisse, Banques centrales, CCP	15.032	9.810
Créances sur les établissements de crédit	1.416.621	1.194.955
Opérations avec la clientèle	397.124	340.144
Obligations et autres titres à revenu fixe	376.001	504.527
Actions et autres titres à revenu variable	20.429	20.071
Participations et autres titres détenus à long terme	20.999	15.003
Parts dans les entreprises liées	97.516	82.146
Immobilisations incorporelles	5.113	5.018
Immobilisations corporelles	28.574	29.176
Actions propres	12.764	12.764
Autres actifs	56.759	34.006
Comptes de régularisation	234.911	245.419
Total de l'actif	2.681.843	2.493.039
Passif	31.12.2006	31.12.2005
Dettes envers les établissements de crédit	88.361	68.097
Opérations avec la clientèle	1.187.656	979.597
Dettes représentées par un titre	884.107	1.010.379
Autres passifs	112.373	86.363
Comptes de régularisation	106.569	93.301
Provisions	34.275	16.151
Capitaux propres (hors FRBG)	268.502	239.151
• Capital souscrit	82.740	81.461
• Primes d'émission	96.363	89.170
• Réserves	32.117	32.096
• Report à nouveau (+/-)	4.331	3.395
• Résultat de l'exercice (+/-)	52.951	33.029
Total du passif	2.681.843	2.493.039
Hors-bilan	31.12.2006	31.12.2005
Engagements donnés		
Engagements de financement	59.495	56.046
Engagements de garantie	743.372	597.710
Engagements reçus		
Engagements de garantie	62.787	72.202
Engagements sur titres	10.000	-

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE (en milliers d'euros)

	2006	2005
+ Intérêts et produits assimilés	158.308	184.157
- Intérêts et charges assimilées	- 133.931	- 170.656
+ Revenus des titres à revenu variable	44.882	31.922
+ Commissions (produits)	81.099	61.087
- Commissions (charges)	- 22.686	- 15.497
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	11.267	9.466
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	1.263	415
+ Autres produits d'exploitation bancaire	41.395	32.172
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 4.992	- 6.721
Produit net bancaire	176.605	126.345
- Charges générales d'exploitation	- 123.249	- 97.921
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	- 5.951	- 5.430
Résultat brut d'exploitation	47.405	22.994
+/- Coût du risque	213	5.401
Résultat d'exploitation	47.618	28.395
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	15.810	2.460
Résultat courant avant impôt	63.428	30.855
+/- Résultat exceptionnel	- 6.633	- 3
- Impôt sur les bénéfices	- 3.844	2.177
Résultat net	52.951	33.029

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

1.1. Généralités

Les comptes annuels de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 99-04 du Comité de la Réglementation Comptable.

Ils sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable modifié par le règlement 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable.

1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

• Conversion des opérations en devises

Celles-ci sont converties aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture de l'exercice.

Les titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur en devises convertie au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de conversion constatés sur ces titres ne sont pas pris en compte dans le résultat.

• Crédit à la clientèle

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque applique les dispositions du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 du 12 décembre 2002, modifié par le règlement n° 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 novembre 2005, et de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2002-04 du 28 mars 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. L'application de ce règlement a pour conséquence de développer l'information financière en matière de risque de contrepartie et conduit à créer de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

. Créances saines : les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

. Créances impayées : les échéances impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois (ou moins de six mois pour les crédits immobiliers) sont maintenues dans leur poste d'origine. Au-delà de ces délais, les crédits – pour l'intégralité des concours consentis au client – sont transférés en créances douteuses.

. Créances restructurées : les créances restructurées du fait de la situation

financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sain, ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés. La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc ...), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité,
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause et report d'échéance).

. Créances douteuses : les éléments de bilan et les engagements par signatures relatifs à une contrepartie sont identifiés comme encours douteux au sein du système d'information comptable de la Banque dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré.

Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions. Les éléments concernés sont identifiés soit par enregistrement comptable au sein des comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque classe en encours douteux les encours et engagements présentant un risque de crédit avéré au titre de chacune des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur les preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités



locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur,

- lorsque la situation de la contrepartie, à une opération de crédit ou à un engagement de hors bilan, présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque la Banque a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple),

- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Au titre des procédures contentieuses à prendre en considération, on peut citer les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Parmi les encours douteux, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

- Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les créances litigieuses sont les créances faisant l'objet de contestations tenant soit à la nature, soit au montant, sans que la solvabilité de la contrepartie ne soit en cause. Elles sont comptabilisées dans les mêmes comptes que les créances douteuses non compromises.

Provisionnement du risque de crédit avéré : lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, total ou partiel, apparaît avéré, les créances font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat et portées en déduction des actifs.

Conformément aux dispositions relatives à la date d'application des règlements du CRC n° 2002-03 modifié relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque applique la méthode d'actualisation des flux prévisionnels décrite à l'article 13 de ce règlement du Comité de la Réglementation Comptable lors de l'évaluation de la dépréciation.

• Portefeuille-titres

Les titres recouvrent, notamment, les valeurs suivantes, émises en France ou à l'étranger :

- . valeurs mobilières - à revenu fixe ou à revenu variable,-
- . bons du Trésor,
- . autres titres de créances négociables,
- . instruments du marché interbancaire.

Ces titres font l'objet d'un classement selon l'intention qui préside à leur détention et sont, conformément au règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, ainsi qu'au règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 en matière de détermination du risque de crédit et de la dépréciation concernant les titres à revenu fixe, répartis entre les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement et titres de participation et de filiales.

Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai maximum de six mois.

Les titres de placement sont acquis avec un objectif de détention de plus de six mois, tout en étant, en principe, destinés à la revente à plus ou moins brève échéance.

Les titres d'investissement sont acquis avec une intention de détention durable et font l'objet d'une couverture spécifique du risque de taux ou de ressources affectées à leur financement.

La différence entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est amortie sur leur durée de vie résiduelle.

Les titres de participation et de filiales sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 5 % ou, éventuellement, inférieures à 5 %, lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la présence de représentants dans les organes de gestion ou l'existence d'une autre détention indirecte par le Groupe.

Les titres figurent à l'actif du bilan publiable dans les postes suivants :

- . effets publics et valeurs assimilées,
- . obligations et autres titres à revenu fixe,
- . actions et autres titres à revenu variable,
- . participations et autres titres détenus à long terme,
- . parts dans les entreprises liées,
- . actions propres.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a décidé de ne pas appliquer par anticipation le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

• Immobilisations

Les immobilisations incorporelles correspondent, pour l'essentiel, aux logiciels acquis dont la durée d'amortissement varie de un à trois ans.

Les amortissements concernant le matériel et le mobilier de bureau, le matériel informatique, les agencements et les installations ainsi que le matériel de transport s'établissent de la façon suivante :

- . linéaire au taux de 10 à 25 %,
- . dégressif aux taux de 37,5 % et 40 % (ou, respectivement, 62,5 % et 60 % pour les biens acquis entre le 1^{er} février 1996 et le 31 janvier 1997).

L'immeuble de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque est amorti sur une durée de vingt-cinq ans.

Le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004, applicable au 1^{er} janvier 2005, a supprimé la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler dans le cadre de la convergence des règles françaises vers les normes I.F.R.S. (International Financial Reporting Standards).

Désormais, les charges différées sont obligatoirement comptabilisées :

- à l'actif si elles respectent les critères généraux de définition et de comptabilisation des actifs ou qu'elles sont attribuables au coût d'entrée des actifs,
- en charge dans le cas contraire.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque applique les dispositions du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-10 du 12 décembre 2002 modifié par le règlement du Comité de la

Réglementation Comptable n° 2003-07 du 12 décembre 2003 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires directs).

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des logiciels informatiques. Ces derniers demeurent en immobilisations incorporelles en cours jusqu'à la date de leur mise en service.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables correspond à la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise.

• Intérêts et commissions

Les intérêts et agios sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont également comptabilisées, pour l'essentiel, prorata temporis.

• Evaluation et revenus du portefeuille-titres

L'évaluation des titres de la Banque à la clôture de l'exercice repose sur les principes suivants :

. les titres de transaction font l'objet d'une valorisation au prix de marché constaté en date d'arrêté, les différences d'évaluation positives ou négatives étant inscrites en compte de résultat,

. les titres de placement sont évalués au plus bas de leur valeur d'entrée et de leur valeur boursière (cours de bourse moyen du mois de décembre), ou de leur valeur probable de négociation en cas de titres non cotés.

Aucune compensation n'est opérée entre les plus values et moins values latentes ainsi constatées, seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille-titres,

. les titres d'investissement, couverts en risque de taux, ne font pas l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de marché s'avère inférieure à leur valeur comptable. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées,

. les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage. Lorsqu'il s'agit de titres cotés, le cours boursier n'en constitue pas le seul critère d'appréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille-titres.

• Résultats sur instruments financiers à terme

Les principes comptables adoptés sont ceux définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les instructions de la Commission Bancaire et les avis du Conseil National de la Comptabilité.

Ces principes reposent essentiellement sur la nature des opérations effectuées, leur qualification et le type de marché sur lequel elles sont traitées :

. opérations d'échange de conditions d'intérêts ("swaps" de taux)
Les résultats de ces instruments, utilisés dans le cadre de la couverture d'opérations identifiées dès l'origine, font l'objet d'une inscription en compte de résultat d'une manière identique à la comptabilisation des produits et charges des éléments couverts.

. opérations sur contrats à terme portant sur des taux d'intérêt (notionnel, "Euribor", etc.)

Les gains ou pertes en couverture d'opérations sur le marché physique des capitaux sont répartis sur la durée restant à courir des opérations couvertes.

Lorsque les contrats ne sont pas dénoués, deux méthodes de comptabilisation sont retenues :

- marchés organisés et assimilés : les gains ou pertes, résultant de l'évaluation des contrats sont enregistrés en résultat,

- gré à gré : seules les moins-values latentes sont provisionnées.

. contrats de garantie de taux ("FRA")

Les produits et charges de FRA en couverture sont portés en compte de résultat de façon symétrique aux produits et charges de l'instrument couvert.

Dans le cas d'opérations de marché, les gains et pertes sont constatés dans le compte de résultat lors du dénouement de l'opération.

. options (de change, de taux, sur indices, sur actions)

Les primes sont enregistrées en compte d'attente à l'initiation des contrats. A leur dénouement, s'il s'agit d'opérations de couverture, elles sont rapportées de façon symétrique aux résultats des opérations couvertes.

S'il s'agit d'opérations de marché, elles sont inscrites en compte de résultat. Pour les contrats non dénoués dans le cadre d'opérations de marché, les options sont revalorisées en date de situation.

L'écart de valorisation est porté en compte de résultat dans le cas de produits traités sur un marché organisé.

Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values latentes sont provisionnées.

• Engagements de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Désormais, les banques adhèrent aux régimes Agirc et Arrco.

La caisse de retraite (CRPB) à laquelle adhère la Banque subsiste et assume le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape, d'abord au moyen de ses réserves et complétées, en tant que de besoin, par des cotisations annuelles à la charge de la Banque, dont le taux moyen sur les dix prochaines années est plafonné à 4 % de la masse salariale.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque a procédé à l'évaluation des engagements financiers liés au changement de régimes de retraite et constitué une provision destinée à couvrir ces engagements.

Lors de la première application de ce régime, cette provision a été constituée par un prélèvement sur les réserves de la Banque. Elle fait ensuite l'objet d'un ajustement par le biais du compte de résultat.

• Provision pour gratifications d'ancienneté

Dans le cadre de la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 et du règlement n° 2000-06 sur les passifs, une provision correspondant aux versements probables destinés à récompenser certains salariés présents dans l'entreprise (gratifications prévues lors de l'octroi de médailles d'honneur du travail) a été constituée à la clôture de l'exercice. Au 31 décembre 2006, cette provision s'élève à un total de 712 milliers d'euros.

• Autres engagements sociaux

Il n'est pas constitué de provision au titre des indemnités de fin de carrière qui seront à verser. Elles sont comptabilisées en charges lors de leur versement.

• Impôt sur les sociétés

Il est calculé selon les règles du régime d'intégration fiscale de groupe constitué par La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque (mère) et certaines de ses filiales.

Conformément aux conventions signées, la société mère enregistre en compte de résultat l'impact de ce régime de groupe. Le périmètre du Groupe comprend, en 2006, huit filiales.

• Participation des salariés

Une provision a été constituée sur la base d'un accord conclu au sein de l'Unité Economique et Sociale de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

1.3. Options réglementaires

La Banque n'utilise pas la faculté prévue dans le règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire d'évaluer en compte de résultat les primes et décotes des titres de placement.

Les primes et décotes des titres d'investissement sont étalées en compte de résultat selon la méthode du calcul actuariel.

NOTE 2 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

2.1. Créances sur les établissements de crédit (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	101.928	-	101.928	72.673	-	72.673
Comptes et prêts	349.541	288.903	638.444	202.043	303.157	505.200
Prêts participatifs	-	16	16	-	613	613
Titres reçus en pension livrée	-	668.064	668.064	-	614.208	614.208
Sous-total	451.469	956.983	1.408.452	274.716	917.978	1.192.694
Créances rattachées	277	7.892	8.169	51	2.210	2.261
Total	451.746	964.875	1.416.621	274.767	920.188	1.194.955

2.2. Opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
Autres concours à la clientèle				
• Crédits		47.456		56.335
• Valeurs non imputées		5		3
• Titres reçus en pension livrée		94.122		88.825
Sous-total		141.583		145.163
Comptes ordinaires débiteurs ⁽¹⁾		254.762		193.032
Total brut		396.345		338.195
Créances douteuses ⁽²⁾		4.756		6.137
Dépréciations créances douteuses ⁽³⁾		- 3.977		- 4.188
Total ⁽³⁾		397.124		340.144

⁽¹⁾ Aucun client, classé en créances douteuses au 31 décembre 2005, n'a fait l'objet au cours de l'exercice 2006 d'un reclassement en créances saines.

⁽²⁾ Les encours douteux compromis s'élèvent à 4.247 milliers d'euros au 31 décembre 2006, dépréciés à hauteur de 3.702 milliers d'euros, soit un montant net de 545 milliers d'euros.

⁽³⁾ Y compris des créances rattachées pour, respectivement, 3.113 milliers d'euros en 2006 et 1.707 milliers d'euros en 2005.

Comme en 2005, le montant des créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale s'élève à 265 milliers d'euros au 31 décembre 2006.

2.3. Obligations et autres titres à revenu fixe (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
Transaction		1.196		-
Placement		2.593		2.583
Investissement		367.824		497.982
Sous-total		371.613		500.565
Créances rattachées		4.388		3.962
Total net		376.001		504.527

Au cours de l'exercice, aucun transfert n'a été effectué entre catégories.

Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 123,93 millions d'euros et 252,07 millions d'euros.

La rubrique "Titres de placement" enregistre un montant de 2,13 millions d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée émis par Financière Eurafrrique.

Des titres d'investissement d'une valeur comptable de 33.807 milliers d'euros, venus à échéance, ont été remboursés.

La différence entre la valeur nette comptable des titres d'investissement et leur valeur de remboursement est de 124,22 milliers d'euros.

Les moins-values latentes sur le portefeuille d'investissement s'élèvent à 154,87 milliers d'euros en 2006.

2.4. Actions et autres titres à revenu variable (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Titres détenus	28	22.209	22.237	28	20.886	20.914
Dépréciations	-	- 1.808	- 1.808	-	- 843	- 843
Total net	28	20.401	20.429	28	20.043	20.071
Plus-values latentes ⁽¹⁾	-	6.128	6.128	-	4.272	4.272

⁽¹⁾ Entre la valeur d'acquisition des titres et leur valeur de marché.

Au cours de l'exercice, aucun transfert n'a été effectué entre catégories. Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 6,70 millions d'euros et 13,73 millions d'euros.

Parmi les titres de placement, les actions et parts d'O.P.C.V.M. se répartissent comme suit :

	31.12.2006			31.12.2005		
	Français	Etranger	Total	Français	Etranger	Total
O.P.C.V.M. de capitalisation	12.698	1.198	13.896	9.494	1.000	10.494
Autres O.P.C.V.M.	2	-	2	2	-	2
Total	12.700	1.198	13.898	9.496	1.000	10.496

2.5. Participations et autres titres détenus à long terme (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Titres de participation						
· Etablissements de crédit	7.735	-	7.735	11.696	-	11.696
· Autres entreprises	13.812	- 346	13.466	3.648	- 173	3.475
Sous-total	21.547	- 346	21.201	15.344	- 173	15.171
Ecart de conversion	- 202	-	- 202	- 168	-	- 168
Total	21.345	- 346	20.999	15.176	- 173	15.003

Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 10,72 millions d'euros et 10,28 millions d'euros. Le détail des participations les plus significatives figure dans le tableau "Renseignements concernant les filiales et participations".

2.6. Parts dans les entreprises liées (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Entreprises à caractère financier et non financier	99.592	- 2.090	97.502	84.829	- 2.691	82.138
Ecart de conversion	14	-	14	8	-	8
Total	99.606	- 2.090	97.516	84.837	- 2.691	82.146

Le montant total de la valeur nette comptable des titres est constitué de titres non cotés.

Liste des entreprises liées :

- Edmond de Rothschild Asset Management
- Financière Boréale
- Edmond de Rothschild Corporate Finance
- Edmond de Rothschild Financial Services
- ERS
- Edmond de Rothschild S.G.R. SpA
- Edmond de Rothschild S.I.M. SpA
- Edmond de Rothschild Multi Management
- Edmond de Rothschild Private Equity Partners
- Edmond de Rothschild Investment Partners
- Edmond de Rothschild Investment Services Limited
- Assurances & Conseils Saint-Honoré
- Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
- EdR Real Estate Management

2.7. Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)

	Début exercice	Acquisitions/dotations	Remboursements/cessions	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Fonds commercial (dont droit au bail)	1.861	-	-	-	1.861
Autres immobilisations incorporelles	22.284	507	-	1.190	23.981
Immobilisations incorporelles en cours	634	1.270	-	- 1.211	693
Total	24.779	1.777	-	- 21	26.535
Amortissements - Dépréciations					
Autres immobilisations incorporelles	- 19.761	- 1.665	-	4	- 21.422
Total	- 19.761	- 1.665	-	4	- 21.422
Valeur nette comptable	5.018	112	-	- 17	5.113

2.8. Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)

	Début exercice	Acquisitions/dotations	Remboursements/cessions	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains	11.434	-	-	-	11.434
Constructions	20.431	-	-	-	20.431
Matériel informatique	10.469	1.304	- 47	92	11.818
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	19.991	839	- 269	821	21.382
Immobilisations corporelles en cours	269	1.612	-	- 913	968
Total	62.594	3.755	- 316	-	66.033
Amortissements - Dépréciations					
Constructions	- 14.288	- 845	-	-	- 15.133
Matériel informatique	- 6.819	- 1.896	60	-	- 8.655
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	- 12.311	- 1.545	189	- 4	- 13.671
Total	- 33.418	- 4.286	249	- 4	- 37.459
Valeur nette comptable	29.176	- 531	- 67	- 4	28.574



2.9. Actions propres

La Banque a racheté 12,76 millions d'euros de ses propres actions. Les actions sont classées en titres de placement.

Ces actions font et feront l'objet d'attributions gratuites à certains salariés. Les actions propres n'ont fait l'objet d'aucun mouvement durant l'exercice 2006.

	Nombre d'actions	Prix unitaire	Montant (milliers d'euros)
Position au 31/12/2006	159.440	80,053	12.764

2.10. Autres actifs et autres passifs (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	11.403	11.043	2.446	2.446
Divers	45.356	* 101.330	31.560	* 83.917
Total	56.759	112.373	34.006	86.363

* La dette sur titres empruntés concernant la société Edmond de Rothschild Financial Services, et dont les titres ont été cédés dans le cadre d'un actionariat salarié, a été résiliée courant 2006.

2.11. Comptes de régularisation actifs et passifs (en milliers d'euros)

	31.12.2006		31.12.2005	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Valeurs reçues à l'encaissement	14.012	-	2.460	-
Charges constatées d'avance	36.076	-	34.523	-
Produits à recevoir	178.554	-	199.607	-
Produits constatés d'avance	-	21.523	-	22.910
Charges à payer	-	77.966	-	56.391
Divers	6.269	7.080	8.829	14.000
Total	234.911	106.569	245.419	93.301

2.12. Immobilisations financières (en milliers d'euros)

	Début exercice	Acquisitions/ Dotations	Cessions/ Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Obligations et autres titres à revenu fixe	497.982	1.092.503	- 1.222.661	-	367.824
Participations et autres titres détenus à long terme	15.176	11.637	- 5.468	-	21.345
Participations dans les entreprises liées	84.837	14.980	- 211	-	99.606
Total	597.995	1.119.120	- 1.228.340	-	488.775
Dépréciations					
Participations et autres titres détenus à long terme	- 173	- 184	11	-	- 346
Participations dans les entreprises liées	- 2.691	-	601	-	- 2.090
Total	- 2.864	- 184	612	-	- 2.436
Valeur nette comptable					
Obligations et autres titres à revenu fixe	497.982	1.092.503	- 1.222.661	-	367.824
Participations et autres titres détenus à long terme	15.003	11.453	- 5.457	-	20.999
Participations dans les entreprises liées	82.146	14.980	390	-	97.516
Total	595.131	1.118.936	- 1.227.728	-	486.339

2.13. Dettes envers les établissements de crédit (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	55.760	-	55.760	24.085	-	24.085
Comptes et emprunts	3.724	28.016	31.740	21.513	22.095	43.608
Sous-total	59.484	28.016	87.500	45.598	22.095	67.693
Dettes rattachées	512	349	861	300	104	404
Total	59.996	28.365	88.361	45.898	22.199	68.097

2.14. Opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)

	31.12.2006			31.12.2005		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
· Comptes d'épargne à régime spécial	552	27.282	27.834	499	26.023	26.522
· Dettes rattachées	14	-	14	16	-	16
Sous-total	566	27.282	27.848	515	26.023	26.538
Autres dettes						
· Comptes ordinaires de la clientèle	329.797	-	329.797	189.728	-	189.728
· Comptes créditeurs à terme	-	81.936	81.936	-	65.983	65.983
· Titres donnés en pension livrée	648.116	97.270	745.386	515.777	180.586	696.363
· Autres dettes diverses	1.452	-	1.452	191	199	390
· Dettes rattachées	554	683	1.237	120	475	595
Sous-total	979.919	179.889	1.159.808	705.816	247.243	953.059
Total	980.485	207.171	1.187.656	706.331	273.266	979.597

2.15. Dettes représentées par un titre (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Bons de caisse	156	156
Titres du marché interbancaire et créances négociables	747.689	831.954
Emprunts obligataires	32.537	38.990
Sous-total	780.382	871.100
Dettes rattachées	103.725	139.279
Total	884.107	1.010.379

2.16. Provisions (en milliers d'euros)

	Début exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Fin exercice
Provisions pour charges						
Provisions pour engagements de retraite	219	-	-	- 219	-	-
Provisions pour médailles du travail	650	84	- 22	-	-	712
Provisions pour charges sur actions propres	910	1.272	-	-	-	2.182
Autres provisions pour charges	9.441	9.741	- 180	- 147	39	18.894
Sous-total	11.220	11.097	- 202	- 366	39	21.788
Provisions pour risques						
Provisions pour litiges	3.809	7.706	- 201	- 21	412	11.705
Autres provisions pour risques	1.122	111	-	-	- 451	782
Sous-total	4.931	7.817	- 201	- 21	- 39	12.487
Total	16.151	18.914	- 403	- 387	-	34.275

Un régime de retraite "sur-complémentaire" a été mis en place en décembre 2004. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le champ d'application des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Une modification du régime portant sur l'assiette des rémunérations prise en compte pour la détermination des droits plafonnant le montant des prestations du régime est intervenue en 2006 ; la dette actuarielle au taux de 4,25 % au 31 décembre 2005 est passée de ce fait de 21.596 à 15.829 milliers d'euros au 31 décembre 2006 au taux de 4,50 %.

Le montant qui aurait été provisionné, en application de la méthode préférentielle, non retenue par la Banque, serait de 12.616 milliers d'euros au 31 décembre 2006 (contre 12.825 milliers d'euros au 31 décembre 2005). Les actifs du régime sont valorisés à 3.116 milliers d'euros au 31 décembre 2006 et le coût des services passés net résiduel s'élève à 97.000 euros.

Les provisions ne comprennent pas les indemnités de fin de carrière pour un montant de 1.691 milliers d'euros en 2006 contre 1.618 milliers d'euros en 2005.

Des actions propres ont été attribuées gratuitement à des collaborateurs. Celles-ci font l'objet d'une provision pour charges étalée sur la période d'attribution.

Les provisions pour risques bancaires s'élèvent à 4.770 milliers d'euros en 2006, contre 4.518 milliers d'euros en 2005.

2.17. Réserves (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Réserve légale	8.147	8.126
Réserves réglementées	152	152
Autres réserves	23.818	23.818
Total	32.117	32.096

2.18. Évolution des capitaux propres (en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	81.461	89.170	32.096	3.395	33.029	239.151
Augmentation de capital	1.279	7.193	-	-	-	8.472
Résultat de l'exercice (avant affectation)	-	-	-	-	52.951	52.951
Distribution de l'exercice	-	-	21	936	- 33.029	- 32.072
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Position à la clôture de l'exercice	82.740	96.363	32.117	4.331	52.951	268.502

Le capital social de 82.739.820,00 euros, divisé en 5.515.988 actions de 15 euros de nominal chacune, se répartit comme suit :

	Nombre d'actions	% d'intérêt
Compagnie Financière Saint-Honoré	4.403.767	79,84 %
Caisse de dépôt et placement du Québec	577.063	10,46 %
La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque	159.440	2,89 %
Divers actionnaires salariés du Groupe	306.111	5,55 %
Autres actionnaires minoritaires	69.607	1,26 %
Total	5.515.988	100,00 %

Le bénéfice distribuable, en euros, s'établit comme suit :

Bénéfice de l'exercice 2006	52.951.266
Report à nouveau à la clôture de l'exercice	4.331.310
Affectation à la réserve légale	- 127.836
Bénéfice distribuable	57.154.740

Le bénéfice distribuable est affecté de la façon suivante :

Distribution d'un dividende de 9,60 euros par action*, soit :	52.953.485
Report à nouveau	4.201.255

* pour les actions ayant un droit intégral au dividende

2.19. Opérations avec les entreprises liées (en milliers d'euros)

	31.12.2006	31.12.2005
Actif		
Opérations avec la clientèle	172.996	150.008
Passif		
Opérations avec la clientèle	13.055	10.690
Dettes représentées par un titre	5.408	12.013



2.20. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle (en milliers d'euros)

	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
	< 1 an	< 5 ans			
Actif					
Créances sur les établissements de crédit	1.206.022	209.054	1.545	-	1.416.621
Opérations avec la clientèle	293.335	15.600	31.245	56.944	397.124
Obligations et autres titres à revenu fixe	136.703	187.328	30.400	21.570	376.001
Total	1.636.060	411.982	63.190	78.514	2.189.746
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit	86.546	16	-	1.799	88.361
Opérations avec la clientèle	1.074.261	12.791	40.326	60.278	1.187.656
Dettes représentées par un titre	198.123	117.736	313.274	254.974	884.107
- Bons de caisse	160	-	-	-	160
- Titres du marché interbancaire / T.C.N.	197.963	117.736	313.274	214.484	843.457
- Emprunts obligataires	-	-	-	40.490	40.490
Total	1.358.930	130.543	353.600	317.051	2.160.124

NOTE 3 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. Intérêts et produits assimilés (en milliers d'euros)

	2006	2005
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	113.979	130.376
Produits sur opérations avec la clientèle	12.580	9.571
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	15.204	12.516
Autres intérêts et produits assimilés	16.545	31.694
Total	158.308	184.157

3.2. Intérêts et charges assimilées (en milliers d'euros)

	2006	2005
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	- 74.570	- 48.276
Charges sur opérations avec la clientèle	- 24.878	- 17.896
Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	- 23.745	- 89.792
Autres intérêts et charges assimilées	- 10.738	- 14.692
Total	- 133.931	- 170.656

3.3. Revenus des titres à revenu variable (en milliers d'euros)

	2006	2005
Actions et autres titres à revenu variable	1.030	512
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	3.250	1.538
Parts dans les entreprises liées	40.602	29.872
Total	44.882	31.922

3.4. Commissions (en milliers d'euros)

	2006		2005	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	- 107	-	- 102
Opérations avec la clientèle	23	-	37	-
Opérations de change	12	-	11	-
Opérations de hors-bilan				
- Opérations sur instruments financiers à terme	120	- 84	22	- 15
Prestations de services financiers	80.974	- 22.495	61.535	- 15.380
Dotations / Reprises liées aux provisions	- 30	-	- 518	-
Total	81.099	- 22.686	61.087	- 15.497

3.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (en milliers d'euros)

	2006			2005		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Titres de transaction	423	-	423	327	-	327
Opérations de change	67.020	- 56.113	10.907	40.270	- 31.205	9.065
Instruments financiers à terme	4	- 67	- 63	1.499	- 1.496	3
Reprises aux provisions	-	-	-	71	-	71
Total	67.447	- 56.180	11.267	42.167	- 32.701	9.466

3.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (en milliers d'euros)

	2006			2005		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Moins-values de cession	-	- 5	- 5	-	- 7.718	- 7.718
Plus-values de cession	2.232	-	2.232	1.083	-	1.083
Dotations / Reprises liées aux dépréciations	48	- 1.012	- 964	4.825	- 41	4.784
Reprises aux provisions	-	-	-	2.269	-	2.269
Divers	-	-	-	-	- 3	- 3
Total	2.280	- 1.017	1.263	8.177	- 7.762	415

3.7. Autres produits d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)

	2006	2005
Refacturation de charges	5.867	4.936
Autres produits accessoires	28.322	21.959
Divers	7.210	5.276
Reprises aux provisions	- 4	1
Total	41.395	32.172

3.8. Autres charges d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)

	2006	2005
Rétrocessions de produits	- 4.441	- 3.641
Divers	- 969	- 2.148
Dotations / Reprises liées aux provisions	418	- 932
Total	- 4.992	- 6.721

3.9. Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)

	2006	2005
Salaires et traitements	- 38.740	- 37.390
Charges de retraite	- 5.947	- 5.126
Charges sociales	- 12.164	- 13.076
Intéressement des salariés	- 1.070	- 1.070
Participation des salariés	- 2.173	- 1.735
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	- 5.051	- 4.011
Dotations aux provisions pour frais de personnel	- 10.136	- 1.049
Reprises de provisions pour frais de personnel	241	668
Sous-total frais de personnel	- 75.040	- 62.789
Impôts et taxes	- 3.200	- 1.788
Locations	- 10.316	- 9.642
Services extérieurs	- 34.276	- 23.292
Transports et déplacements	- 463	- 394
Autres charges diverses d'exploitation	- 30	-
Dotations aux provisions pour frais administratifs	- 24	- 16
Reprises de provisions pour frais administratifs	100	-
Sous-total frais administratifs	- 48.209	- 35.132
Total	- 123.249	- 97.921

3.10. Coût du risque (en milliers d'euros)

	2006	2005
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	- 239	- 288
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-	- 507
Reprises sur dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles	121	152
Reprises aux provisions	-	6.043
Récupérations sur créances amorties	331	1
Total	213	5.401

Par ailleurs, les reprises sur dépréciations sur créances douteuses utilisées au cours de l'exercice se sont élevées à 407 milliers d'euros.

3.11. Gains ou pertes sur actifs immobilisés (en milliers d'euros)

	2006	2005
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	9
Plus-values de cession sur immobilisations financières	15.907	2.178
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 78	- 26
Moins-values de cession sur immobilisations financières	- 447	- 594
Dotations aux amortissements des immobilisations financières	- 184	-
Reprises sur dépréciations d'immobilisations financières	612	893
Total	15.810	2.460

3.12. Résultat exceptionnel

Il ressort en solde net à - 6.633 milliers d'euros en 2006, dont - 6.650 milliers d'euros représentant une provision relative à un litige en cours avec un tiers.

3.13. Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés, calculé dans le cadre du régime d'intégration fiscale, présente un solde négatif de 1.203 milliers d'euros.

La contribution de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, hors impôts différés, si elle avait été imposée séparément, aurait été de 729 milliers d'euros.

**NOTE 4 - INFORMATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS
DES ACTIVITÉS BANCAIRES**
4.1. Analyse des agrégats du produit net bancaire
(en milliers d'euros)

L'analyse du produit net bancaire, par grands secteurs d'activité, qui s'extrait de la présentation purement comptable du compte de résultat publiable, peut être résumée, très globalement, comme suit :

	2006	2005
P.N.B. Publiable	176.605	126.345
Solde net des opérations sur portefeuille-titres	- 1.511	299
Résultat net sur options d'achat d'actions attribuées aux salariés	-	399
Dotations / Reprises liées aux provisions	- 22	2.240
Reclassement frais d'exploitation	- 1.237	- 1.143
Divers	- 540	115
Approche économique du P.N.B.	173.295	128.255
· Gestion d'actifs	112.471	83.962
· Activité à marge	9.079	6.359
· Opérations de marchés	14.317	10.962
· Portefeuille-titres et revenus divers	37.428	26.972

Bénéficiant d'un contexte de marché et d'une conjoncture boursière favorables, les différents pôles de la **gestion d'actifs** du groupe de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque continuent de connaître une forte croissance. Les métiers de la gestion d'actifs privée et collective enregistrent, en 2006, une activité commerciale toujours soutenue grâce, notamment, à la croissance de la collecte nette (2,6 milliards d'euros) et ce, tant dans le secteur de la clientèle privée (+ 16,3 %) que dans celui de la gestion collective au sein duquel la multigestion, en particulier, affiche une progression de près de 40 % de collecte nette. Globalement, les actifs sous gestion du Groupe s'accroissent de 21,6 % d'une année à l'autre, portés également par la hausse des marchés financiers. Ainsi, grâce à la collecte, aux performances des marchés et au renforcement de la part des véhicules collectifs actions et diversifiés, les commissions de gestion brutes des O.P.C.V.M. enregistrées par les différentes filiales de gestion de la Banque continuent d'augmenter fortement d'un exercice à l'autre (+ 36,2 % en 2006).

Dans ces conditions, les revenus de la gestion d'actifs de la Banque s'accroissent de 34 % en 2006 sous l'effet, notamment, des dividendes distribués par ses différentes filiales de gestion collective (soit + 35,8 % d'un exercice à l'autre).

Par ailleurs, en raison des souscriptions soutenues dans les O.P.C.V.M., les droits d'entrée progressent à nouveau en 2006 (+ 16,5 %).

La bonne tenue des marchés financiers en 2006 concourt également à la croissance significative des commissions de bourse (+ 38,4 % contre + 18,3 % en 2005).

L'**activité à marge** (dépôts et crédits), désormais essentiellement liée à la gestion d'actifs pour le compte de la clientèle privée, augmente de 42,8 % d'un exercice à l'autre à la suite, notamment, de la hausse des taux du marché monétaire.

Les **opérations de marché** de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque – essentiellement axées sur l'intermédiation, en particulier de la clientèle – enregistrent une croissance sensible de leurs recettes en 2006 (+ 30,6 %).

Celles-ci progressent surtout dans le secteur des changes (+ 35,9 %) en raison, principalement, de l'augmentation des opérations de bourse étrangère.

Le résultat de la table de la "Trésorerie Euros / Négociation" s'avère, quant à lui, quasiment stable d'un exercice à l'autre.

La hausse des recettes du **portefeuille titres et revenus divers** en 2006 (+ 38,8 %) est due, essentiellement, à l'augmentation de la facturation, par la Banque, de ses prestations administratives et, surtout, de dépositaire et de placement effectuées auprès de ses différentes filiales.

NOTE 5 - NOTES SUR LE HORS-BILAN
5.1. Opérations avec les entreprises liées (en milliers d'euros)

	2006	2005
Engagements donnés		
Engagements de financement	1.356	2.665
Engagements de garantie	526	656

5.2. Opérations sur instruments financiers à terme
(en milliers d'euros)

Les opérations sur les instruments de taux d'intérêt sont classées en portefeuille de micro-couverture. Les opérations conditionnelles sur instruments de cours de change peuvent être effectuées dans le cadre de la gestion spécialisée d'un portefeuille ou font l'objet d'un adossement. Les engagements sur instruments financiers à terme – dont la valeur nominale des contrats est exprimée en milliers d'euros – se décomposent de la manière suivante :

Au 31 décembre 2006	Micro-couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
· "Swaps de devises"	1.726.212	1.785.228	-	-	1.726.212	1.785.228
Total	1.726.212	1.785.228	-	-	1.726.212	1.785.228
Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
· "Swaps de taux" ⁽¹⁾	1.292.872	852.789	-	-	1.292.872	852.789
Sous-total	1.292.872	852.789	-	-	1.292.872	852.789
Contrats conditionnels						
· "Indices"	55.193	59.952	-	-	55.193	59.952
Sous-total	55.193	59.952	-	-	55.193	59.952
Total	1.348.065	912.741	-	-	1.348.065	912.741

⁽¹⁾ dont entreprises liées pour un montant de 146.326 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2005	Micro-couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
· "Swaps de devises"	1.216.031	1.079.928	-	-	1.216.031	1.079.928
Total	1.216.031	1.079.928	-	-	1.216.031	1.079.928
Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
· "Swaps de taux" ⁽¹⁾	1.289.049	924.484	-	-	1.289.049	924.484
Sous-total	1.289.049	924.484	-	-	1.289.049	924.484
Contrats conditionnels						
· "Indices"	8.737	8.737	-	-	8.737	8.737
Sous-total	8.737	8.737	-	-	8.737	8.737
Total	1.297.786	933.221	-	-	1.297.786	933.221

⁽¹⁾ dont entreprises liées pour un montant de 126.630 milliers d'euros.

La ventilation par durée résiduelle des engagements ci-dessus se présente ainsi (en milliers d'euros) :

Au 31 décembre 2006	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	1.705.120	1.785.228	15.034	-	6.058	-
Marchés de gré à gré	611.039	692.358	363.936	105.980	373.090	114.403

Au 31 décembre 2005	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	1.195.261	1.075.984	14.029	3.944	6.741	-
Marchés de gré à gré	451.646	731.257	567.757	171.964	278.383	30.000

Le degré d'exposition de la Banque aux risques de marché liés aux opérations sur instruments financiers, exprimé en milliers d'euros, peut être résumé comme suit :

Nature du risque	Opérations concernées	Hypothèses	Evaluation de la sensibilité	
			2006	2005
Risque de taux d'intérêt	Opérations de trésorerie en euros	Variation défavorable de 1 % de la courbe des taux d'intérêt	147	406
	Opérations de trésorerie en devises	Variation défavorable de 1 % de la courbe des taux d'intérêt	47	140
Risque de change	Opérations de change au comptant et à terme	Variation défavorable de 8 % des cours des devises	146	99

5.3. Juste valeur des opérations sur instruments financiers à terme (en milliers d'euros)

La juste valeur des instruments financiers à terme est déterminée par référence à leur valeur de marché calculée quotidiennement dans le cadre de mesure de risque de contrepartie.

	Valeur positive		Valeur négative	
	2006	2005	2006	2005
Marchés organisés et assimilés				
Contrats fermes				
· "Swaps de devises"	7.394	15.463	- 7.539	- 16.127
Marchés de gré à gré				
Contrats fermes				
· "Swaps de taux"	86.595	97.211	- 33.027	- 33.576
Contrats conditionnels				
· "Indices"	11.358	2.454	- 11.198	- 2.454

NOTE 6 - INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVÉS

6.1. Nature et méthodologie du calcul

Les calculs des montants des équivalents risques et des compensations sont effectués selon les principes énoncés par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière dans les règlements n° 91-05 et 95-02 et par la Commission Bancaire dans l'instruction n° 96-06.

La valeur de remplacement positive des équivalents risques correspond à l'évaluation au prix de marché des contrats, avant prise en compte des effets de la compensation et des garanties reçues.

La majoration brute est le résultat du montant notionnel de l'opération auquel est appliqué un coefficient de pondération. La majoration nette, quant à elle, est calculée selon la formule définie dans l'instruction n° 96-06 : majoration nette = 0,4 x majoration brute + 0,6 x RNB x majoration brute dans laquelle le RNB représente le rapport du coût de remplacement net sur le coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable.

Les taux de pondération retenus pour les types de contrepartie correspondent à celles définies dans le règlement n° 91-05 : 20 % pour les banques et 50 % pour les clients.

6.2. Ventilation des équivalents risques pondérés par type de contrepartie (en milliers d'euros)

	Risques pondérés bruts		Risques pondérés nets	
	2006	2005	2006	2005
Banques	32.084	32.528	17.197	11.868
Clients	28.332	26.322	28.109	24.714

6.3. Effet, en montant, des compensations sur la somme des équivalents risques pondérés (en milliers d'euros)

	Effet du netting		Effet de la collatéralisation	
	2006	2005	2006	2005
Banques	7.781	8.098	7.106	12.562
Clients	223	1.608	-	-

NOTE 7 - EFFECTIF MOYEN

	2006	2005
Techniciens	124	122
Cadres	209	189
Agents "hors classification"	63	56
Total	396	367

NOTE 8 - DIVERS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque est incluse par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Compagnie Financière Saint-Honoré.



RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2002	2003	2004	2005	2006
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	68.648.940	68.648.940	78.396.390	81.461.460	82.739.820
Nombre d'actions émises	4.576.596	4.576.596	5.226.426	5.430.764	5.515.988
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Fonds propres ⁽¹⁾ *	129.023.000	135.761.000	190.754.000	206.122.000	215.551.000
Capitaux permanents ⁽¹⁾ *	129.023.000	135.761.000	217.974.000	245.112.000	248.088.000
Total de bilan *	3.027.971.000	2.353.358.000	2.641.825.000	2.493.039.000	2.681.843.000
Résultat global des opérations effectuées					
Chiffre d'affaires hors taxes	288.696.856	411.586.143	203.535.337	279.857.444	268.870.440
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	21.409.159	20.382.446	19.235.152	24.870.027	79.337.654
Impôts sur les bénéfices	- 7.257.387	- 3.305.641	404.652	- 2.177.273	1.267.379
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	16.962.509	23.595.243	19.384.948	33.028.999	52.951.266
Montant des bénéfices distribués	10.068.511	26.544.257	19.792.766	32.953.373	52.953.485
Résultat des opérations rapporté à une seule action					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	6,26	5,18	3,60	4,98	14,15
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	3,71	5,16	3,71	6,08	9,60
Dividende versé à chaque action	2,20	5,80	4,05	6,10	9,60
Personnel					
Nombre d'employés	461	358	360	371	415
Montant de la masse salariale (D.A.D.S.)	35.258.650	25.513.024	25.286.607	27.976.370	33.726.281
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres sociales)	17.479.448	12.513.713	13.342.208	18.202.179	18.111.059
Participation des salariés	454.948	916.958	1.319.105	1.735.443	2.172.796

⁽¹⁾ Hors résultat de l'exercice

* Arrondis au millier d'euros le plus proche



France

Siège

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 24 02
Site internet :
www.lcf-rothschild.fr

Bureaux

Bordeaux

Hôtel de Saïge
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
Téléphone : 05 56 44 20 66
Télécopie : 05 56 51 66 03

Lyon

55, avenue Foch
69006 Lyon
Téléphone : 04 72 82 35 25
Télécopie : 04 78 93 59 56

Marseille

165, avenue du Prado
13272 Marseille cedex 08
Téléphone : 04 91 29 90 80
Télécopie : 04 91 29 90 85

Nantes

10-12, rue du Président Herriot
44000 Nantes
Téléphone : 02 53 59 10 00
Télécopie : 02 53 59 10 09

Bureau de Représentation

Chine

Room 03
28F China Insurance Building
166 East Lujiazui Road
Pudong New Area
Shanghai 200120
Telephone : (86-21) 58 76 51 90
Fax : (86-21) 58 76 71 80

IMPLANTATIONS

Banques et sociétés du groupe de La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque

Filiales et sous-filiales

Edmond de Rothschild Asset Management

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 24 42

Edmond de Rothschild Corporate Finance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 21 11
Télécopie : 01 40 17 25 01

Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 31 63
Télécopie : 01 40 17 23 93

Edmond de Rothschild Financial Services

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 23 67

Edmond de Rothschild Multi Management

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 27 67

Edmond de Rothschild Private Equity Partners

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 23 91

Edmond de Rothschild Capital Partners

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 23 91

Edmond de Rothschild Investment Partners

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 31 43

Assurances & Conseils Saint-Honoré

22, avenue Matignon
75008 Paris
Téléphone : 01 44 71 30 60
Télécopie : 01 47 42 28 94

Filiales, succursales et sous-filiales à l'étranger

Israël

Edmond de Rothschild Investment Services Limited

Alrov Tower
46, Rothschild Boulevard
66883 Tel Aviv
Téléphone : (972 3) 566 33 23
Télécopie : (972 3) 566 66 89

Italie

Edmond de Rothschild S.G.R. SpA

Via Palestro 24
20121 Milan
Téléphone : (39 02) 76 061 200
Télécopie : (39 02) 76 061 222

Edmond de Rothschild S.I.M. SpA

Via Palestro 24
20121 Milan
Téléphone : (39 02) 76 061 403
Télécopie : (39 02) 76 061 418

Edmond de Rothschild Financial Services Succursale Italia

Via Palestro 24
20121 Milan
Téléphone : (39 02) 76 061 200
Télécopie : (39 02) 76 061 222

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild Private Equity Select LLP

Orion House
5 Upper St Martin's Lane
London WC2H 9EA
Téléphone : (44-20) 7845 59 93
Télécopie : (44-20) 7557 59 93

IMPLANTATIONS

Autres banques et sociétés du Groupe LCF Rothschild

France

Cogifrance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
Téléphone : 01 40 17 25 25
Télécopie : 01 40 17 24 02

Suisse

Siège

**Banque Privée
Edmond de Rothschild S.A.**
18, rue de Hesse
1204 Genève
Téléphone : (41-22) 818 91 11
Télécopie : (41-22) 818 91 21

Succursales

Fribourg

11, rue de Morat
1700 Fribourg
Téléphone : (41-26) 347 24 24
Télécopie : (41-26) 347 24 20

Lausanne

2, avenue Agassiz
1003 Lausanne
Téléphone : (41-21) 318 88 88
Télécopie : (41-21) 323 29 22

Bureaux de représentation

Argentine

Torre Bouchard
Bouchard 547, Piso 12
C1 106 BG Buenos Aires
Téléphone : (54-11) 5032 1000
Télécopie : (54-11) 5032 1015

Chine

Suite 3006 One Exchange Square
8 Connaught Place
Central, Hong Kong
Téléphone : (852) 2869 1711
Télécopie : (852) 2877 2185

Uruguay

Avenida Pedro Blanes Viale 6328
11500 Montevideo
Téléphone : (598-2) 600 79 99
Télécopie : (598-2) 600 09 52

**Filiales ou participations
en Suisse****Arbinter-Omnivalor S.A.**

4, cours de Rive
1204 Genève
Téléphone : (41-22) 318 61 61
Télécopie : (41-22) 318 61 40 /
318 61 50

**Banca Privata
Edmond de Rothschild
Lugano S.A.**

2, via Ginevra - CP 5882
6901 Lugan
Téléphone : (41-91) 913 45 00
Télécopie : (41-91) 913 45 01

**La Compagnie
Benjamin de Rothschild S.A.**

29, route de Pré-Bois
Case Postale 490
1215 Genève
Téléphone : (41-22) 319 75 00
Télécopie : (41-22) 319 75 00

Privaco Trust S.A.

11, rue de Morat
1700 Fribourg
Téléphone : (41-26) 321 58 58
Télécopie : (41-26) 322 74 73

**Rouiller, Zurkinden
& Cie Finance S.A.**

11, rue de Morat
1700 Fribourg
Téléphone : (41-26) 347 26 00
Télécopie : (41-26) 347 26 15

Autres filiales à l'étranger**Bahamas****Banque Privée
Edmond de Rothschild
Limited**

51 Frederick Street
PO Box N-1136
Nassau
Téléphone : (1-242) 328 81 21
Télécopie : (1-242) 328 81 15

Luxembourg**Banque Privée
Edmond de Rothschild
Europe**

20, boulevard Emmanuel Servais
2535 Luxembourg
Téléphone : (352) 24.88.1
Télécopie : (352) 24.88.8596

*Succursales de Banque Privée
Edmond de Rothschild Europe***Belgique**

Avenue Louise 480 Bte 16A
1050 Bruxelles
Téléphone : (32) 02 645 25 25
Télécopie : (32) 02 645 25 20

Espagne

Calle Orfila, 8 Bajo B
28010 Madrid
Téléphone : (34) 91 319 90 22
Télécopie : (34) 91 702 07 51

Josep Bertrand, 11
08021 Barcelone
Téléphone : (34) 93 272 05 04
Télécopie : (34) 93 215 06 97

Portugal

Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
Téléphone : (351) 21 351 46 60
Télécopie : (351) 21 351 46 88

R. Domingos Sequeira 105
4050-232 Porto
Téléphone : (351) 22 833 1098
Télécopie : (351) 22 831 5416

Israël

46, Rothschild Boulevard
66883 Tel Aviv
Téléphone : (972 3) 566 98 18
Télécopie : (972 3) 566 98 21

Slovaquie

Hlavné námestie 4
811 01 Bratislava
Téléphone : (421) 2 5443 4094
Télécopie : (421) 2 5443 4095

Monaco**Banque de Gestion
Edmond de Rothschild
Monaco**

Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo
BP 317
MC 98006 Monaco Cedex
Téléphone : (377) 93 10 47 47
Télécopie : (377) 93 25 75 57

*Filiale de Banque de Gestion
Edmond de Rothschild Monaco***Edmond de Rothschild
Conseil et Courtage
d'Assurance Monaco**

Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco
Téléphone : (377) 97 98 28 00
Télécopie : (377) 97 98 28 01

Royaume-Uni**Edmond de Rothschild
Limited**

Orion House
5 Upper St Martin's Lane
London WC2H 9EA
Téléphone : (44-20) 7845 59 00
Télécopie : (44-20) 7845 59 01

LCF Rothschild (C.I.) Limited

Hirzel Court - St Peter Port
GY1 2NH Guernsey
Channel Islands UK
Téléphone : (44-1481) 716 336
Télécopie : (44-1481) 714 416

Taiwan**Priasia Limited
(LCF Rothschild Group)**

Tortola, British Virgin Islands
avec un bureau de représentation
à Taiwan
Bank Tower
205 Tun Hwa North Road,
Suite 406
Taïpeh/Taiwan 105
Téléphone : (886-2) 2545 05 05
Télécopie : (886-2) 2545 14 07

